



# REVUE DE MILLIEU D'ANNEE SUR L'EXECUTION DU BUDGET 2024

(FIN JUIN 2024)

# TABLE DES MATIERES

<b>INTRODUCTION</b> .....	6
<b>1<sup>ère</sup> PARTIE : EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA COTE D'IVOIRE AU PREMIER SEMESTRE 2024</b> .....	7
I.1. Au niveau du secteur primaire .....	8
I.2. Au niveau du secteur secondaire.....	9
I.3. Au niveau du secteur tertiaire .....	10
I.4. Evolution d'autres principaux agrégats économiques .....	11
<b>2<sup>ème</sup> PARTIE : EXECUTION DU BUDGET AU PREMIER SEMESTRE 2024</b> .....	13
II.1. Mobilisation des ressources.....	13
II.2. Exécution des dépenses.....	18
<b>3<sup>ème</sup> PARTIE : PERSPECTIVES A FIN DECEMBRE 2024</b> .....	25
III.1. Les prévisions de croissance économique.....	25
III.2. Evolution des ressources et des dépenses du budget à fin 2024.....	26
<b>CONCLUSION</b> .....	27

## SIGLES ET ABREVIATIONS

BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CAN	Coupe d'Afrique des Nations
CNS	Conseil National de Sécurité
DGE	Direction Générale de l'Economie
DGF	Direction Générale du Financement
DGI	Direction Générale des Impôts
DPPSE	Direction des Prévisions, des Politiques et des Statistiques Economiques
DPSB	Direction des Politiques et Synthèses Budgétaires
FE	Fonds d'Entretien Routier
FIMR	Fonds d'Investissement en Milieu Rural
FMI	Fonds Monétaire International
IBP	International Budget Partnership
ICA	Indice du Chiffre d'Affaires
IHPI :	Indice Harmonisé de la Production Industrielle
INS	Institut National de la Statistique
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petite Et Moyenne Entreprise
PMI	Petite et Moyenne Industrie
PND	Programme National de Développement
PURGA	Programme d'Urgence de Soutien aux filières Agricoles
SIGOBE	Système Intégré de Gestion des Dépenses Budgétaires de l'Etat

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution des principaux produits de base .....	7
Tableau 2: Evolution des principales productions de l'agriculture d'exportation .....	9
Tableau 3 : Évolution des principaux indicateurs dans le transport .....	11
Tableau 4: Structure des importations et des exportations en valeur à fin juin 2023 et 2024 .....	12
Tableau 5 : Situation de réalisation des ressources de l'Etat à fin juin 2024 .....	13
Tableau 6 : Recettes fiscales budgétaires à fin juin 2024.....	15
Tableau 7 : Situation de réalisation des recettes non fiscales à fin juin 2024 .....	16
Tableau 8: Situation des dépenses à fin juin 2024 .....	18
Tableau 9: Situation d'exécution des dépenses d'investissement (hors dépenses de sécurité et élections) par Ministères et Institutions à fin juin 2024 .....	21
Tableau 10: Situation d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin juin 2024 .....	22
Tableau 11: dépenses sociales spécifiques sur financement Etat à fin juin 2024.....	23
Tableau 12: Evolution des repères quantitatifs budgétaires du programme Economique et Financier .....	24
Tableau 13: Evolution des principaux agrégats macro-économiques .....	25

## LISTE DES FIGURES

Figure 1: Evolution du taux d'inflation annuel mondial.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Figure 2: Evolution du taux de croissance du PIB annuel au niveau mondial et dans les principales économies.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Figure 3: Evolution du taux de croissance du PIB .....	8
Figure 4: Evolution des indices de la production industrielle à fin avril en glissement annuel .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Figure 5: Evolution de la croissance de l'indice de la production industrielle en glissement annuel .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Figure 6: Evolution de l'indice du chiffre d'Affaires dans le commerce .....	10
Figure 7: Evolution de la croissance de l'indice général des prix à la consommation en glissement annuel .....	11
Figure8: Etat de mobilisation des ressources à fin juin 2024 .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Figure 9: Etat d'exécution des dépenses à fin juin 2024.....	18
Figure 10: Evolution du ratio de Dette/PIB sur la période 2022 à fin juin 2024 .....	24

## LISTE DES ANNEXES

Annexe 1: Cadrage budgétaire de l'état de réalisation à fin juin 2024 et perspectives 2024 .....	28
Annexe 2 :Analyse de l'exécution Budgétaire des Programmes par Ministère à fin juin 2024 ( hors avances, CSTet Admistration Générale).....	29
Annexe 3: Analyse de l'exécution Budgétaire par Ministère à fin juin 2024 ( hors avances, CST et Admistration Générale .....	32

## INTRODUCTION

L'application de la transparence des finances publiques en Côte d'Ivoire dans le cadre de la directive N°01/2009/CM/UEMOA portant code de transparence dans la gestion des finances publiques au sein de l'UEMOA, reflète un engagement vers une gestion financière plus rigoureuse et responsable. Dans cette optique, notre pays produit et publie régulièrement ses documents budgétaires et financiers, y compris les rapports d'exécution budgétaire.

Ce présent rapport du premier semestre 2024 intitulé revue de milieu d'année sur l'exécution du budget 2024 s'inscrit pleinement dans cette logique en vue de répondre aux normes internationales et aux indications de "International Budget Partnership (IBP)" sur la transparence budgétaire. Il vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à la fin du premier semestre 2024, à travers l'évaluation de la situation économique et l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses.

Il présente également les perspectives de l'évolution macroéconomique ainsi que de l'exécution du budget pour la fin de l'année 2024.

# 1<sup>ère</sup> PARTIE : EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA COTE D'IVOIRE AU PREMIER SEMESTRE 2024

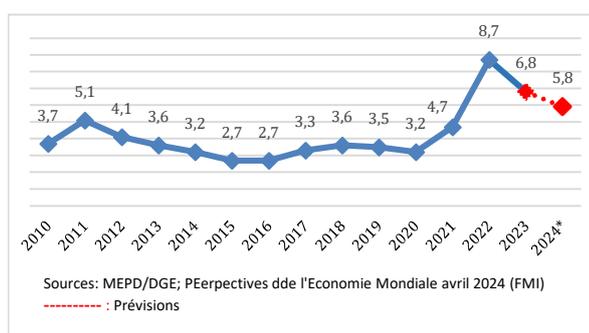
## 🌐 Environnement international

L'activité économique mondiale s'améliore progressivement malgré une inflation encore élevée. Cette situation est favorisée par la disparition continue des conséquences des nombreuses crises traversées depuis 2020 qui s'est traduit par une bonne évolution des indices d'achat ('PMI).

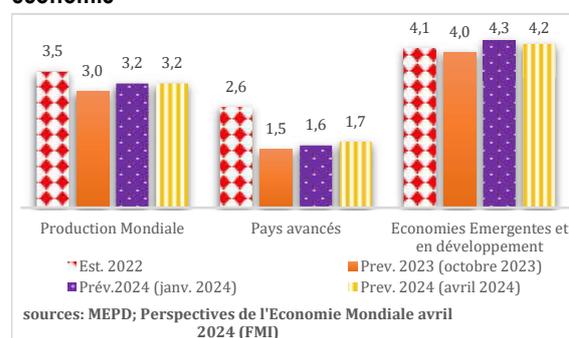
La croissance s'avère solide aux Etats Unis et modeste en zone Euro. Le taux de croissance du PIB mondial a se situerait de 3,2% contre 3,1% précédemment arrêté.

Sur le marché des matières premières, au mois d'avril 2024, en variation mensuelle, les cours des matières premières et des produits de base enregistrent une évolution contrastée marquée par l'augmentation des cours du cacao fèves (+34,7%), du café Robusta (+15,8%), de l'or (+8,0%) et du pétrole brut (+5,4%), et une baisse pour les prix de l'huile de palme (-0,8%), du blé dur (-0,9%), du caoutchouc TSR20 (-1,2%), des engrais (-1,3%), du riz Thaïlandais brisure 5% (-3,4%), du sucre (-4,9%) et du coton (-9,5%). Sur le marché des changes, au mois d'avril 2024, l'euro s'apprécie par rapport au yen (+1,4%), à la livre sterling (+0,2%) et au rouble (+0,1%), en variation mensuelle. En revanche, la monnaie européenne se déprécie par rapport au dollar US (-1,3%) et au yuan renminbi (-0,8%)

**Figure 1 : Evolution du taux d'inflation annuel mondial (en %)**



**Figure 2: Evolution du taux de croissance du PIB annuel au niveau mondial et dans les principales économie**



**Tableau 1 : Evolution des principaux produits de base**

Matières premières	VARIATIONS	
	Avril. 2024 / Mars. 2024	Avril 2024 / Avril 2023
Cacao fèves	+37,4%	+237,8%
Café Robusta	+15,8%	+66,0%
Coton	-9,5%	-5,1%
Huile de palme	-0,8%	-6,9%
Caoutchouc	-1,2%	+20,0%
Riz blanchi, 5%	-3,4%	+18,2%
Blé dur	-0,9%	-28,0%
Or	+8,0%	+16,6%
Pétrole brut	+5,4%	+7,1%

Sources : MEPD/DGE, OPA, MEMINADER

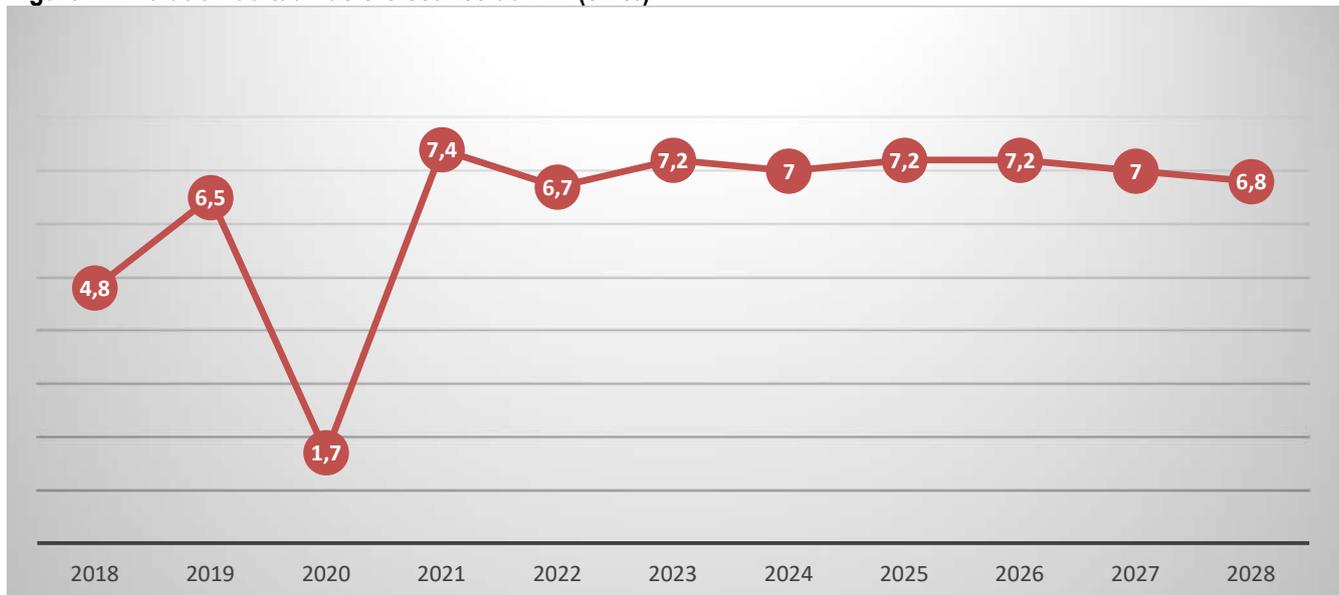
## Environnement national

L'environnement économique national est marqué par la poursuite de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) 2021-2025. Le gouvernement s'est engagé à cet effet dans des investissements massifs dans les infrastructures, leviers de croissance économique ; avec la construction de la ligne 1 du métro d'Abidjan, la finalisation du 4ème pont reliant les communes de Yopougon et du Plateau, l'achèvement de la section 1 (longue de 26km) de la voie de contournement d'Abidjan (Y4) et l'avancement dans la construction des autoroutes de sortie Est et Ouest d'Abidjan ainsi que des barrages hydroélectriques de Gribo Popoli et de Singrobo-Ahouaty.

On peut également noter des mesures et réformes nécessaires à l'accompagnement de l'économie notamment Programme de Diversification, d'Accélération Industrielle, de Compétitivité et Emploi (DAICE), la poursuite de l'exécution du Programme Jeunesse du Gouvernement (PJ Gouv) 2023 2025, et le décret portant ratification de l'Accord de prêt d'un montant total de 40milliards de francs CFA, conclu le 09 novembre 2023, avec la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), afin de financer partiellement le projet de construction de 4 300 logements sociaux économiques.

Les prévisions tableraient sur des taux de croissance de 7,0% en moyenne sur la période 2024-2028.

**Figure 1: Evolution du taux de croissance du PIB (en %)**



**Sources :** MEPD/DGE/DPPSE, INS

Les évolutions sectorielles de l'économie se présentent comme suit :

### **I.1. Au niveau du secteur primaire**

Le secteur primaire est caractérisé par une évolution contrastée de l'agriculture d'exportation et industrielle.

A fin avril 2024 et comparativement à la même période de 2023, les productions de régime de palme (-6,4%), de sucre (-0,7%), de cacao fèves (-5,3% à fin mars), de noix de cajou (-20,3% à fin mars) connaissent un recul tandis que celles de coton graine (+52,7%), de caoutchouc (+8,4%), de banane dessert (+3,8%) et de café (+109,0% à fin mars) augmentent.

La baisse de la production de cacao est en lien avec les conditions climatiques défavorables dues au phénomène « El Nino ». Cette production devrait reprendre lors de la prochaine campagne avec la fin de ce phénomène. Le secteur a bénéficié par ailleurs, d'une mesure d'augmentation du prix de vente du cacao aux producteurs, prise par le Gouvernement (1 500 FCFA contre 1 000 FCFA le kilogramme, pour la saison intermédiaire s'étendant d'avril septembre 2024). Le taux de transformation des fèves de cacao, il s'élève à 26%, avec un total de 203 687,0 tonnes transformées au premier trimestre 2024.

La contraction de la production de la noix de cajou s'explique par le décalage des pluies affectant la floraison des plantes (1 000 000 tonnes de noix de cajou brutes, contre 1 250 000 tonnes prévu en 2024). La transformation locale devrait enregistrer une croissance significative, avec une augmentation prévue de 20% en 2024, pour un total de 320 000 tonnes.

La filière palmier à huile fait face au vieillissement de son verger et à une réduction de la main d'œuvre au profit d'autres cultures plus rentables. Cependant, elle continue de bénéficier de l'appui du Gouvernement aux producteurs, à travers la fourniture d'engrais, la distribution de matériaux nécessaires et la mise en œuvre de mesures réglementaires, afin d'améliorer la productivité des petites plantations et de renforcer la compétitivité du secteur.

Enfin, la baisse de la production de sucre, enregistrée à fin avril 2024 devrait s'inverser avec démarrage de la campagne prochaine en octobre 2024 et les avantages des investissements réalisés dans le secteur dans le cadre du contrat plan signé entre le Gouvernement et les entreprises sucrières.

En revanche, la reprise de la production de café constatée, après une baisse en 2023, est attribuée aux conditions climatiques favorables. Le prix minimum bord champ pour la campagne principale 2023-2024 a été fixé à 900 FCFA/kg, soit une augmentation de 150 FCFA par rapport à la campagne précédente.

La forte hausse enregistrée de la production de coton-graine, s'explique en grande partie par une normalisation après la chute de 2023 et à l'utilisation d'une formule de produits phytosanitaires innovante qui combat efficacement les « jassides ».

La bonne tenue de la production de caoutchouc naturel, est attribuable à la bonne organisation du secteur, à la formation des acteurs et aux mesures des autorités visant à renforcer sa qualité et sa durabilité.

L'évolution favorable de la production de banane dessert s'explique par l'impact positif de la mise en œuvre du Programme d'Urgence de Soutien aux filières Agricoles (PURGA 2), notamment avec des investissements dans des plantations industrielles à grande échelle

**Tableau 2: Evolution des principales productions de l'agriculture d'exportation**

	En tonnes		
	4 mois 2023	4 mois 2024	Variation (%)
Cacao fèves*	477 340,2	451 833,3	-5,3
Café*	30 605,0	63 974,8	109,0
Coton graine	166 076,0	253 615,9	52,7
Banane dessert	155 030,0	160 869,9	3,8
Caoutchouc naturel	496 898,8	538 449,5	8,4
Sucre	123 868,6	123 052,2	-0,7
Noix de cajou*	503 657,7	401 194,3	-20,3
Régime de palme	1 247 460,8	1 167 487,9	-6,4

Sources : MEPD/DGE, OPA, MEMINADER

\* Données à fin mars

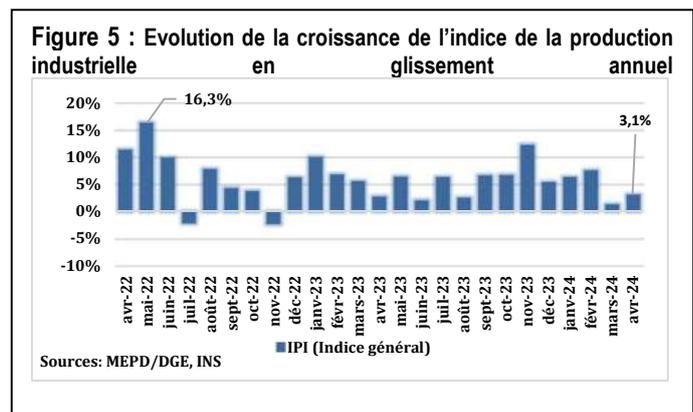
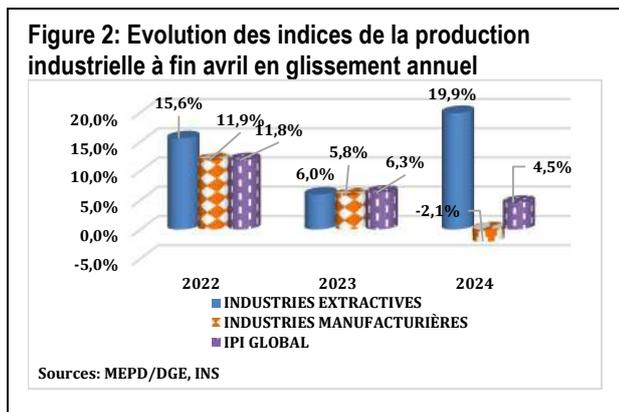
## I.2. Au niveau du secteur secondaire

Le secteur secondaire est marqué au mois d'avril 2024 par une accélération de la progression de l'Indice de la Production Industrielle (IPI) à 3,1% en glissement annuel, après +1,4% le mois précédent et une régression du secteur de BTP.

Cette embellie de la production industrielle provient du renforcement des « industries extractives » (+19,4% contre +17,7% en mars 2024) et de l'atténuation du repli des « industries manufacturières » (-3,7% après -5,6% en mars 2024). Les « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+3,2% contre +8,5% en mars 2024) connaissent un ralentissement. Toutefois, la hausse enregistrée est en deçà du dynamisme observé au cours des deux premiers mois de l'année.

Au niveau des « industries extractives », la vigueur provient des divisions « activités de soutien aux industries extractives » (+122,5% contre +3,7% en mars 2024), « extraction d'hydrocarbures » (+48,0% après +50,5% en mars 2024) et « extraction de minerais métalliques » (+8,6% après +13,8% en mars 2024), tandis que la production de la division « autres activités extractives » (-27,5% contre -42,5% en mars 2024) affiche une contraction qui s'est toutefois atténuée.

Le redressement des « industries manufacturières », est essentiellement en lien avec celui des divisions « raffinage pétrolier, cokéfaction » (+24,6% après -16,9% en mars 2024) et « métallurgie » (-29,2% contre -47,5% en mars 2024), combiné à l'accélération des productions des divisions « travail du bois et fabrication d'articles en bois hors meubles » (+51,2% contre +9,7% en mars 2024) et « réparation et installation de machines et d'équipements professionnels » (+9,6% contre +4,0% en mars 2024).



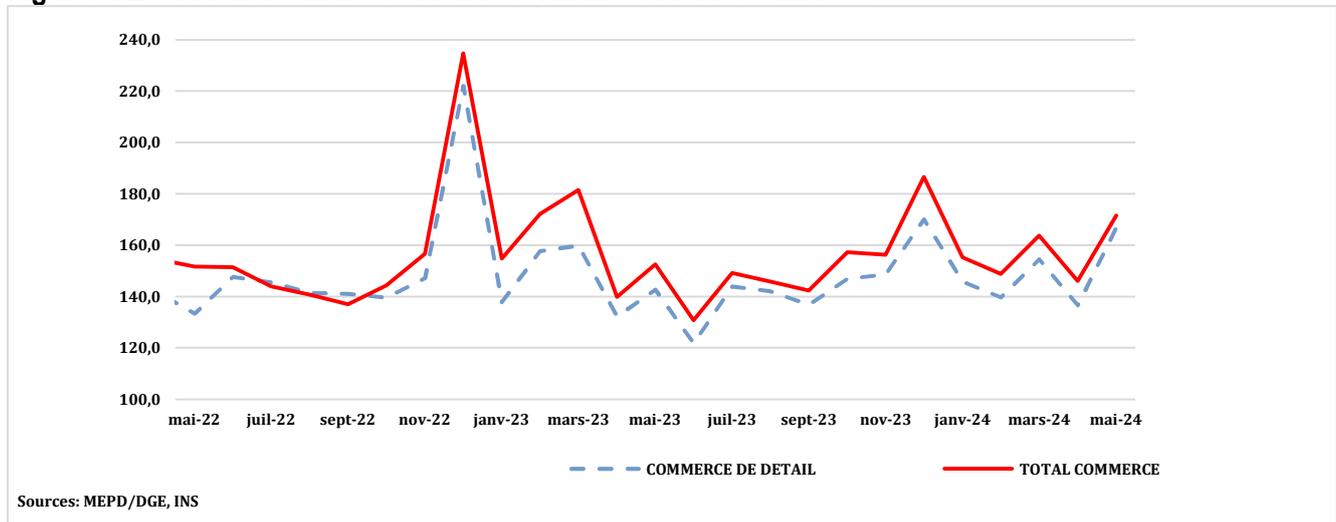
Du côté du BTP, l'indicateur avancé recule de 14,2% en moyenne au premier trimestre 2024, en raison de la baisse des consommations de « ciment » (-3,8%), de « tôles et bacs » (-13,0%), de « bitume » (-39,8%) et de « câbles et fils électriques » (-18,3%). En revanche, celles de « béton » (+11,6%), de « gravier » (+1,3%), et de « sable » (+21,5%) augmentent. Cette contraction de l'indicateur avancé s'explique par un niveau d'exécution des dépenses d'investissements publics inférieur à l'objectif et par la non prise en compte des travaux de terrassement en cours pour la construction de certaines infrastructures routières. Il s'agit notamment, des trois échangeurs sur le boulevard Koffi Gadeau et du « Metro d'Abidjan.

### I.3. Au niveau du secteur tertiaire

Au terme des quatre premiers mois de l'année en cours, le secteur tertiaire est porté par la vitalité des transports et des TIC, alors que le chiffre d'affaires du commerce global affiche une contraction.

En moyenne sur les quatre premiers mois de l'année 2024, et comparativement à la période correspondante de 2023, le chiffre d'affaires du commerce total fléchit de 5,3%, sous l'effet de la baisse des ICA du commerce de détail (-1,9%), du « commerce de gros et activités intermédiaires » (-10,4%) ainsi que du « commerce et réparation d'automobiles et de motocycles » (-7,4%).

**Figure 3: Evolution de l'indice du chiffre d'Affaires dans le commerce**



Le secteur des transports enregistre globalement un résultat positif. Le trafic de marchandises ferroviaires progresse de 15,2% en avril, après une augmentation de 13,7% en mars, signalant un redressement significatif depuis février 2024, grâce à une forte reprise du trafic international (+12,5%) et au redémarrage du trafic national. Pendant ce temps, le trafic maritime a connu une hausse modérée de 5,1% en mars, après une augmentation plus marquée en janvier et février. Cette croissance est due à l'augmentation des transbordements (+480,4%) et du transit (+7,6%), malgré une baisse du trafic national (-11,1%). Pour le premier trimestre de 2024, le trafic global maritime augmente de 6,4% par rapport à l'année précédente. En fin de compte, nombre de passagers aériens à l'aéroport d'Abidjan a augmenté de 9,4% en avril, après une baisse en mars. Cette reprise est alimentée par une hausse des passagers en transit (+13,5%) et commerciaux (+9,4%). Comparé à l'année précédente, le nombre de passagers commerciaux a augmenté de 12,3% à fin avril 2024.

Le secteur des télécommunications est marqué par une évolution contrastée du volume d'activité des différents services.

**Tableau 3 : Évolution des principaux indicateurs dans le transport**

Indicateurs	4 mois 2023	4 mois 2024	Variation (%)
Trafic de ferroviaire de marchandises (en tonnes)	271 171	289 457	6,7%
Voyageurs commerciaux (aérien)	639 072	717 668	12,3%
Trafic global maritime (en tonnes)	10 101 109	10 747 856	6,4%

Sources : MEPD/DGE, SITARAIL, AERIA, PAA, PASP

#### I.4. Evolution d'autres principaux agrégats économiques

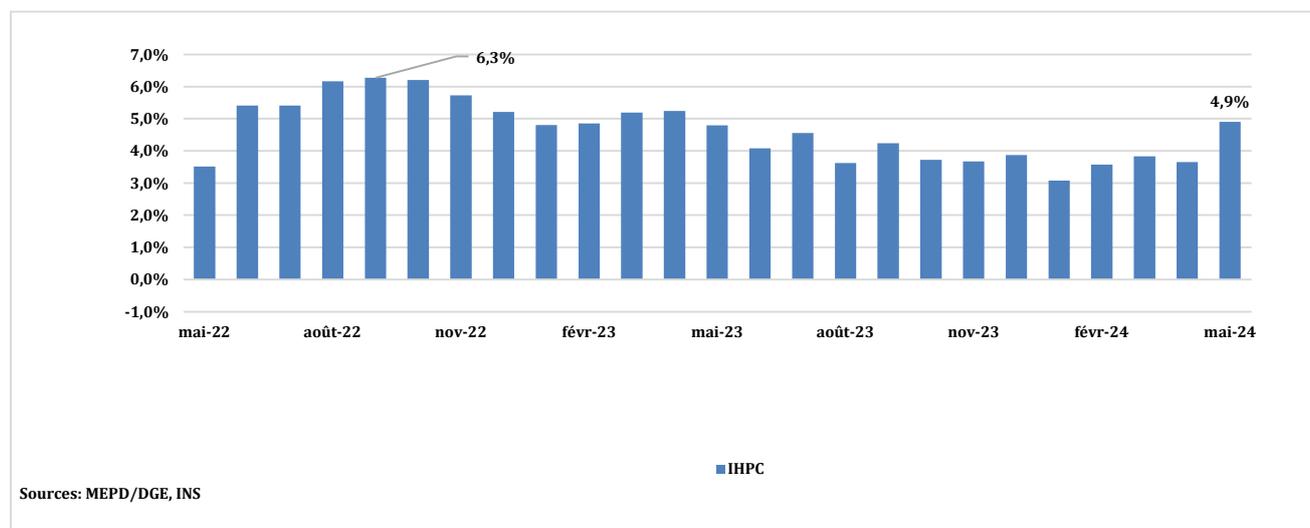
##### I.4.1. Au niveau du prix

###### ✓ Progression des prix dans la consommation

En moyenne sur les cinq premiers mois de l'année 2024, l'indice général des prix à la consommation, progresse de 3,8% comparativement à la même période de 2023.

Le rythme de progression de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) s'accélère au mois de mai 2024, après le ralentissement observé au mois précédent. Ainsi, l'indice global enregistre une hausse de 4,9% en glissement annuel. Cette évolution des prix est attribuable à la hausse conjointe du prix moyen des produits comestibles (+8,3%) et de celui des produits non-comestibles (+3,1%).

**Figure 4: Evolution de la croissance de l'indice général des prix à la consommation en glissement annuel**



## ✓ Progression des prix dans la production industrielle

Par ailleurs, en moyenne sur les quatre premiers mois de l'année 2024, les prix de la production industrielle renchérissent de 3,7%, en glissement annuel.

Les prix à la production industrielle poursuivent leur renchérissement amorcé depuis le mois de décembre 2023. Ainsi, l'indice des prix de production dans l'industrie progresse de 6,7% au mois d'avril 2024, après avoir enregistré des hausses de 4,4% et 2,0%, respectivement en mars et février 2024, en rythme annuel. Cette évolution des prix dans l'industrie résulte d'un fort accroissement des prix des industries extractives (+12,0%), de la production d'électricité de gaz et d'eau (+15,6%) et à un degré moindre, des prix des industries manufacturières (+3,2%).

### I.4.2. Au niveau de l'emploi

Le nombre de salariés dans l'emploi formel est marqué par un accroissement continu du. En effet, ce dernier s'accroît de 7,9% à fin avril 2024 après des hausses de 7,7% à fin mars et 8,6% à fin février 2024, en glissement annuel. Ce dynamisme est porté à la fois par le secteur privé (+7,9%) et le secteur public (+7,9%) qui ont enregistrés de nouveaux employés.

### I.4.3. Au niveau du Commerce Extérieur

Les échanges extérieurs, en commerce spécial hors biens exceptionnels, présentent à fin mai 2024 un solde commercial (FAB-CAF) excédentaire de 660,6 milliards FCFA, en hausse de 193,7% par rapport à l'excédent enregistré l'année précédente. Cette évolution résulte de l'augmentation en valeur des exportations de 241,6 milliards FCFA (+5,1%) et de la diminution des importations de 194,0 milliards FCFA (-4,3%). Le taux de couverture des importations par les exportations se situe à 115,3%, soit une progression de 10,3 points de pourcentage par rapport à son niveau à fin mai 2023. De plus, les termes de l'échange s'améliorent de 21,7%, grâce à une hausse des prix à l'exportation (+8,4%) et à une baisse des prix à l'importation (-11,0%).

**Tableau 4: Structure des importations et des exportations en valeur à fin juin 2023 et 2024**

	Var 22/21	Var 23/22	Valeur 5 mois 2023	Valeur 5 mois 2024	Var 24/23
<b>IMPORTATIONS</b>					
<b>TOTAL</b>	<b>44,20%</b>	<b>1,80%</b>	<b>4 515,50</b>	<b>4 321,70</b>	<b>-4,30%</b>
<b>Total hors biens Exceptionnels</b>	<b>42,00%</b>	<b>0,30%</b>	<b>4 515,50</b>	<b>4 321,50</b>	<b>-4,30%</b>
Biens de consommation	37,40%	-7,50%	2 080,40	2 195,40	5,50%
Biens intermédiaires	51,70%	6,40%	1 598,50	1 317,40	-17,60%
Biens d'équipement	39,80%	10,70%	836,6	808,7	-3,30%
<b>EXPORTATIONS</b>					
<b>TOTAL</b>	<b>19,90%</b>	<b>9,00%</b>	<b>4 740,40</b>	<b>4 982,10</b>	<b>5,10%</b>
<b>Total hors biens Exceptionnels</b>	<b>19,70%</b>	<b>9,20%</b>	<b>4 740,40</b>	<b>4 982,10</b>	<b>5,10%</b>
Produits primaires	-1,60%	3,00%	2 312,20	2 048,10	-11,40%
Produits Transformés	44,40%	17,20%	1 702,30	1 944,70	14,20%
Produits miniers	34,70%	5,60%	725,9	989,2	36,30%
<b>Solde Commercial</b>			<b>225</b>	<b>660,4</b>	<b>193,60%</b>
<b>Solde Commercial (Hors biens except.)</b>			<b>225</b>	<b>660,6</b>	<b>193,70%</b>
Taux de couverture			105,00%	115,30%	10,3
Taux de couverture (Hors biens exceptionnels.)			105,00%	115,30%	10,3

**Sources** : DGE, DGD

### I.4.4. Au niveau de la situation monétaire et du marché boursier

Concernant la situation monétaire, la masse monétaire au sens large progresse de 3,3% à fin mars 2024, comme au mois de février, en rythme annuel. Cette hausse résulte du dynamisme des créances sur l'économie (+11,4%), de la hausse modérée des créances sur l'administration centrale (+1,2%) et de la contraction des actifs extérieurs nets (-16,6%).

Le marché boursier évolue favorablement au mois d'avril 2024. Les indices BRVM Composite et BRVM 30 progressent respectivement de 11,4% et de 11,6% en glissement annuel, après des accroissements de 7,5% et 7,7% enregistrés le mois précédent. Quant à l'indice BRVM Prestige, il se redresse en augmentant de 2,8% après un repli de 2,9% enregistré en mars 2024. En moyenne sur les quatre premiers mois de l'année 2024, l'indice BRVM Composite, recule de 6,6% en glissement annuel.

## 2ème PARTIE : EXECUTION DU BUDGET AU PREMIER SEMESTRE 2024

### II.1. Mobilisation des ressources

Les ressources mobilisées à fin juin 2024 s'élèvent globalement à **6.091,9** milliards de FCFA pour une prévision de 6.572,4 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 92,7%.

Tableau 5 : Situation de réalisation des ressources de l'Etat à fin juin 2024

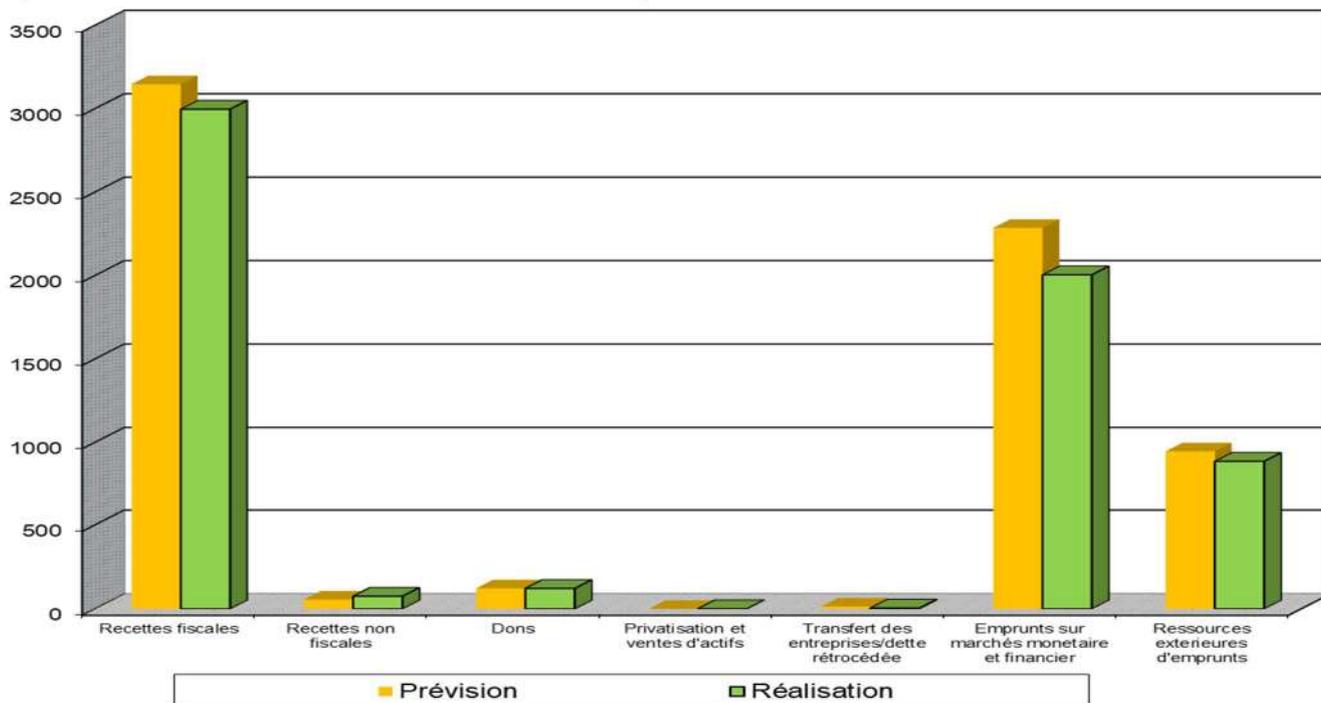
*(En milliards de FCFA)*

Natures de ressources	Budget initial	Prévisions 2024 (révisées)	JUN 2024		
			Objectif (1)	Réalisation(2)	Taux de réalisation (2) / (1)
<b>Ressources budgétaires</b>	6 829,5	6 856,0	3 325,4	3 195,1	96,1%
Recettes fiscales	6 440,8	6 464,0	3 147,1	2 997,5	95,2%
Recettes non fiscales	140,8	137,1	55,7	75,6	135,7%
Dons	247,9	254,9	122,6	122,1	99,6%
Dons programmes	205,0	205,1	105,2	99,9	95,0%
Dons projets	42,9	49,8	17,4	22,2	127,4%
<b>Ressources de trésorerie</b>	5 851,1	6 459,4	3 247,0	2 896,8	89,2%
Privatisation et ventes d'actifs	1,0	10,3	0,0	0,3	
Transfert des entreprises/dette rétrocédée	36,8	36,8	14,1	4,9	34,7%
Emprunts sur marchés monétaire et financier	3 447,7	3 910,2	2 286,2	2 004,8	87,7%
Ressources extérieures d'emprunts	2 365,5	2 502,1	946,7	886,8	93,7%
Emprunts programmes	1 066,8	1 112,1	337,4	364,1	107,9%
Emprunts-projets	1 298,8	1 390,0	609,3	522,7	85,8%
<b>Total Ressources</b>	12 680,6	13 315,5	6 572,4	6 091,9	92,7%

Source : DPSB

Les réalisations de ressources comprennent **3.185,1** milliards de FCFA de **ressources budgétaires** (recettes fiscales, recettes non fiscales et dons) et **2.896,8** milliards de FCFA de **ressources de trésorerie** (privatisations et ventes d'actifs, remboursements par les entreprises publiques des prêts rétrocédés, emprunts sur les marchés des capitaux, emprunts-programmes et emprunts-projets).

Figure 5 : Etat de mobilisation des ressources à fin juin 2024



## II.1.1. Ressources budgétaires

### II.1.1.1. Les recettes fiscales

Le niveau de recouvrement des **recettes fiscales**, ressort à **2.997,5** milliards de FCFA à fin juin 2024, avec un écart négatif de 149,7 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 3.147,1 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 95,2%. Ce résultat est principalement lié aux performances moindres enregistrées dans le recouvrement des impôts et taxes de la DGI, de la DGD.

#### ➤ Les recettes fiscales de la DGI

A fin juin 2024, **les recettes fiscales de la DGI** se sont établies à 1.826,8 milliards de FCFA contre un objectif de 1.833,7 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 69,9 milliards de FCFA. Ce résultat est principalement imputable à la contreperformance enregistrée au niveau des impôts et taxes ci-après :

- **l'impôt BIC hors pétrole et gaz** a été collecté à hauteur de **433,4** milliards de FCFA contre un objectif de 521,4 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 88 milliards de FCFA. Cette contre-performance s'explique par l'impact négatif sur les résultats fiscaux des entreprises au titre de l'exercice 2023 de certaines mesures prises au cours de l'année, notamment l'augmentation du tarif de l'électricité des moyennes tensions et le plafonnement des prix de certains biens et services ;
- **la taxe sur la valeur ajoutée en régime intérieur** a été recouvrée à hauteur de **364,4** milliards de FCFA pour une prévision de 409,3 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 44,8 milliards de FCFA. Ce niveau de réalisation résulte, d'une part, de l'évolution moins favorable de l'activité dans certaines branches à forte contribution fiscale (télécommunications, extraction minière, etc.) et, d'autre part, du retard dans la mise en œuvre de certaines mesures notamment l'extension au cordon douanier du module de gestion automatisée de la TVA et l'opérationnalisation effective du dispositif de contrôle des flux de télécommunication ;
- **les taxes sur les télécommunications** ont été recouvrées à hauteur de **31** milliards de FCFA pour une prévision de 36,4 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 5,4 milliards de FCFA. Ce résultat est essentiellement imputable au retard dans l'opérationnalisation effective du dispositif de contrôle des flux de télécommunication ;
- **les droits d'enregistrement et de timbre** ont été recouverts à hauteur de **138,6** milliards de FCFA pour une prévision de 143,4 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 4,7 milliards de FCFA. Ce résultat provient principalement des droits d'enregistrement au titre de l'anacarde en rapport avec un niveau moins élevé que projeté du prix.

#### ➤ Les recettes fiscales de la DGD

**Les recettes fiscales de la DGD** sont ressorties à **1.163,8 milliards de FCFA** contre un objectif de 1.244,3 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 80,4 milliards de FCFA expliqué par les résultats enregistrés dans le recouvrement des impôts et taxes ci-après :

- **les taxes à l'exportation** ont été recouvrées à hauteur de **228,4** milliards de FCFA, avec un écart négatif de 42,6 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 271 milliards de FCFA, essentiellement en rapport avec un volume moindre que projeté de cacao exporté (908,3 mille tonnes pour un objectif de 991,2 mille de tonnes) et de noix de cajou (494,4 mille tonnes pour un objectif de 657,0 mille tonnes). Cet écart résulte également d'un prix CAF du cacao moins élevé que prévu (1.416,1 FCFA/Kg pour un objectif de 1.566,1 FCFA/Kg) ;
- **les taxes sur les marchandises générales** ont été collectées à hauteur de **634,2** milliards de FCFA contre un objectif de 675,1 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 40,9 milliards de FCFA. Ce résultat est principalement en lien avec une plus forte baisse des prix unitaires (-5,7% contre -3,9% en prévision) et un niveau moindre que prévu du volume des biens importés ;

Toutefois, l'effet des performances moindres susmentionnées a été atténué par les bons résultats enregistrés dans le recouvrement de certaines taxes. Il s'agit notamment des revenus du pétrole et du gaz (+35,9 milliards de FCFA en liaison avec un enlèvement de pétrole enregistré en mai et non initialement prévu au premier semestre), des impôts sur le revenu des capitaux mobiliers (+34,7 milliards de FCFA en liaison avec le paiement anticipé par certains contribuables d'IRVM dont l'échéance est fixée en octobre), des taxes sur les produits pétroliers (+15 milliards de FCFA en liaison avec un niveau plus élevé que prévu des volume mis à la consommation et une taxation

favorable du super carburant), de l'impôt sur les revenus et salaires (+6,8 milliards de FCFA) et de la taxe ad valorem (+4,5 milliards de FCFA).

### ➤ Les recettes fiscales du Trésor

Les recettes fiscales du Trésor à fin juin 2024 ont été collectées à hauteur de 6,9 milliards de FCFA contre une prévision de 6,2 milliards de FCFA.

**Tableau 6 : Recettes fiscales budgétaires à fin juin 2024**

LIBELLES	Juin 2024		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
<i>(En milliards de FCFA)</i>			
<b>DGI</b>	<b>1 896,7</b>	<b>1 826,8</b>	<b>-69,9</b>
<b>Impôts directs</b>	<b>1 085,0</b>	<b>1 062,5</b>	<b>-22,5</b>
<b>Impôts sur bénéfices</b>	<b>612,3</b>	<b>548,3</b>	<b>-64,0</b>
<b>BIC pétrole et gaz</b>	<b>64,6</b>	<b>89,7</b>	<b>25,1</b>
- BIC pétrole	30,3	40,2	10,0
- BIC gaz	34,4	49,5	15,1
<b>Autres impôts directs hors pétrole et gaz</b>	<b>1 020,4</b>	<b>972,8</b>	<b>-47,6</b>
- BIC hors pétrole	521,4	433,4	-88,0
- Impôt synthétique et AIRSI	18,5	17,9	-0,6
- Taxe de la Micro Entreprise (TME)	7,7	7,2	-0,5
- Impôts sur revenus et salaires	377,7	384,5	6,8
Contribution pour la sortie de crise (ex CRN)	0,0	0,0	0,0
Impôts fonciers	0,0	0,0	0,0
- Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	95,1	129,8	34,7
<b>Impôts indirects</b>	<b>811,7</b>	<b>764,2</b>	<b>-47,4</b>
TVA (hors part secteur électricité)	409,3	364,4	-44,8
TVA Exonerée	28,2	16,3	-11,9
TOB	63,3	59,9	-3,4
Taxe sur boissons et tabacs	52,1	50,2	-1,9
Droits d'enregistrement et de timbre	142,7	137,9	-4,8
dont enregistrement café cacao	61,3	60,4	-0,8
Patentes et Licences	29,4	29,3	-0,1
Taxe d'exploitation pétrolière	13,0	17,2	4,3
Taxe d'exploitation du gaz	14,6	21,1	6,5
Taxe sur les télécommunications	36,4	31,0	-5,4
Taxe spéciale sur les consommations téléphoniques	16,5	14,1	-2,3
Taxe sur le caoutchouc	0,0	0,7	0,7
Taxe sur les produits de parfumeries et cosmétiques	0,9	0,5	-0,3
Taxe sur les transferts d'argent	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les gains des jeux du hasard	0,3	0,3	0,0
Taxe spéciale pour la préservation et le développement forestier	0,0	0,0	0,0
Taxe ad valorem	32,6	37,0	4,5
Taxe pour le développement touristique	0,6	0,4	-0,3
Taxe/sachet et mat plast	0,1	0,0	0,0
Accises et autres taxes indirectes	0,0	0,0	0,0
Taxe/sachet et mat plast	0,0	0,0	0,0
<b>TRESOR</b>	<b>6,2</b>	<b>6,9</b>	<b>0,7</b>
<b>Impôts directs</b>	<b>5,5</b>	<b>6,1</b>	<b>0,6</b>
Impôts sur revenus et salaires	5,5	6,1	0,6
Impôts fonciers (y/c RS 15% Loyer)	0,0	0,0	0,0
<b>Impôts indirects</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>0,1</b>
Timbres et vignettes	0,7	0,7	0,1
Autres indirects	0,0	0,0	0,0
<b>DGD (hors PCC, PCS et RPI)</b>	<b>1 244,3</b>	<b>1 163,8</b>	<b>-80,4</b>
<b>Droits et taxes à l'importation</b>	<b>936,9</b>	<b>910,9</b>	<b>-26,0</b>
Taxes sur produits pétroliers	261,8	276,8	15,0
Taxes hors produits pétroliers (hors RPI, PCS et PCC)	675,1	634,2	-40,9
<b>Taxes à l'exportation</b>	<b>271,0</b>	<b>228,4</b>	<b>-42,6</b>
<b>TVA Exonerée</b>	<b>36,3</b>	<b>24,4</b>	<b>-11,9</b>
<b>RECETTES FISCALES BUDGETAIRES</b>	<b>3 147,1</b>	<b>2 997,5</b>	<b>-149,7</b>

Source : DPSB

### II.1.1.2. Les recettes non fiscales

S'agissant des **recettes non fiscales**, elles ont été recouvrées à hauteur de **75,6** milliards de FCFA, pour un objectif de 55,7 milliards de FCFA, soit un écart positif de 19,9 milliards de FCFA résultant d'un niveau plus élevé que projeté des recettes de services (50,4 milliards de FCFA contre une prévision de 31 milliards de FCFA) principalement en lien avec les commissions sur transferts hors UEMOA (29,2 milliards de FCFA). Ce niveau de réalisation comprend également 19,2 milliards de FCFA de revenus du domaine, 5 milliards de FCFA au titre du Fonds d'Investissement en Milieu Rural, 0,8 milliard de FCFA de bonus de signature du secteur pétrolier et 0,3 milliard de FCFA de redevance de téléphonie mobile.

(En milliards de FCFA)

**Tableau 7 : Situation de réalisation des recettes non fiscales à fin juin 2024**

(En milliards de FCFA)

Natures de recettes	Prévisions 2024	JUIN 2024		
		Objectif (1)	Réalisation (2)	Ecart (2) -(1)
<b>Recettes non fiscales du Trésor</b>	<b>78,0</b>	<b>32,2</b>	<b>50,4</b>	<b>18,2</b>
<i>Dividendes PETROCI</i>	4,5	0,0	0,0	0,0
<i>Dividendes (SIB, SGBCI, autres,...)</i>	26,6	1,3	0,0	-1,3
<i>Recettes des services</i>	46,8	31,0	50,4	19,4
<b>Redevance téléphonie cellulaire</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,1</b>
<b>Revenus du domaine</b>	<b>48,5</b>	<b>20,7</b>	<b>19,2</b>	<b>-1,5</b>
<b>FIMR (fonds café cacao)</b>	<b>10,4</b>	<b>2,6</b>	<b>5,0</b>	<b>2,4</b>
<b>Bonus de signature secteur minier</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>
<b>RECETTES NON FISCALES BUDGETAIRES</b>	<b>137,1</b>	<b>55,7</b>	<b>75,6</b>	<b>19,9</b>

Source : DPSB

### II.1.1.3. Les dons

**Quant aux dons**, la comptabilisation budgétaire des tirages est ressortie à **122,1 milliards de FCFA** pour une prévision de 122,6 milliards de FCFA. Ce niveau de réalisation comprend 99,9 milliards de FCFA de dons-programmes en ligne avec les prévisions provenant de l'AFD et 22,2 milliards de FCFA de dons-projets.

Les dons projets sont issus principalement des bailleurs suivants :

- Gouvernement Canadien ('GOVCAD) : 4,2 milliards de FCFA ;
- Association Internationale de Développement (IDA) : 4 milliards de FCFA ;
- Japan International Cooperation Agency (JICA) : 2,5 milliards de FCFA ;
- PNUD : 2,3 milliards de FCFA ;
- Kreditanstalt Für Wiederaufbau (KfW) 1,9 milliards de FCFA ;
- GAVIALGAVI-ALLIANCE : 1,9 milliards de FCFA ;
- Banque Africaine de Développement (BAD) : 0,7 milliards de FCFA ;
- Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) : 0,7 milliards de FCFA ;
- GCF Fonds Vert pour le Climat : 0,5 milliards de FCFA.

### II.1.2. Ressources de trésorerie

Les ressources de trésorerie sont constituées des produits de privatisation et vente d'actifs, des transferts des entreprises, des emprunts à court, moyen et long terme (émissions sur les marchés monétaires et financiers, emprunt-programme et emprunt-projet).

#### II.1.2.1. Les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier

**Les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier** ont permis de mobiliser **2.004,8** milliards FCFA pour une prévision de 2.286,2 milliards FCFA. L'écart négatif de 281,4 milliards de FCFA constaté est principalement en lien avec la dégradation des conditions de marchés et l'amenuisement de la liquidité induit par le niveau élevé du taux directeur. Les ressources collectées comprennent 426 milliards FCFA de bons du Trésor, 377,9 milliards FCFA d'obligations du Trésor émises par adjudication, 98,2 milliards d'emprunts obligataires et 1.102,7 milliards de FCFA d'emprunts sur le marché international.

### II.1.2.2 Les transferts des entreprises

**Les transferts des entreprises**, correspondant aux versements effectués par diverses entreprises en remboursement des prêts qui leur ont été rétrocédés par l'Etat, se sont situés à **4,9** milliards de FCFA provenant essentiellement du Port Autonome d'Abidjan

### II.1.2.3. Les produits de privatisations et de ventes d'actifs

**Les produits de privatisations et de ventes d'actifs** encaissés à hauteur de **0,3** milliard de FCFA, correspondent aux ressources issues de la cession des parts de l'Etat dans PALMAFRIQUE.

### II.1.2.4. Les ressources extérieures d'emprunts

La comptabilisation budgétaire des tirages s'élève à **886,8** milliards de FCFA pour un objectif de 946,7 milliards de FCFA. Elles comprennent les emprunts-projets et les emprunts programme

Les emprunts projets se sont situés à **522,7 milliards de FCFA** contre 609,3 milliards de francs CFA prévus ; ils proviennent principalement des bailleurs suivants :

- Association Internationale de Développement (IDA BANQUE MONDIALE) 142,7 milliards de FCFA ;
- Banque mondiale : 104,3 milliards de FCFA ;
- Japan International Cooperation Agency (JICA) : 55,8 milliards de FCFA ;
- Agence Française de Développement (AFD): 53,5 milliards de FCFA ;
- Banque Africaine de Développement (BAD) : 47,2 milliards de FCFA ;
- Banque Islamique de Développement (BID) : 30 milliards de FCFA ;
- Export-Import Bank Chine (EXIMBANK CHINE) 20,7 milliards de FCFA ;
- Industrial Commerce Bank of China Limited (ICBC) : 15 milliards de FCFA
- Association Internationale de Développement (IDA) : 95,6 milliards ;
- Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) 10,3 milliards de FCFA ;
- Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) : 8,9 milliards de FCFA ;
- Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) : 6 milliards de FCFA ;
- The Export-Import Bank Of Korea (EXIMBANK KOREA) : 6 milliards de FCFA ;

Les emprunts -programmes d'un montant de **364,1 milliards de FCA** 337,4 milliards de FCFA. Ils proviennent du FMI à hauteur de 348,9 milliards de FCFA de la BAD et de la JICA à hauteur de 15,2 milliards de FCFA

## II.2. Exécution des dépenses

A fin juin 2024, les dépenses ont été globalement exécutées à hauteur de **6.305** milliards de FCFA pour une prévision de 6 756 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 93,5%. Ces dépenses comprennent les dépenses budgétaires et les dépenses de trésorerie.

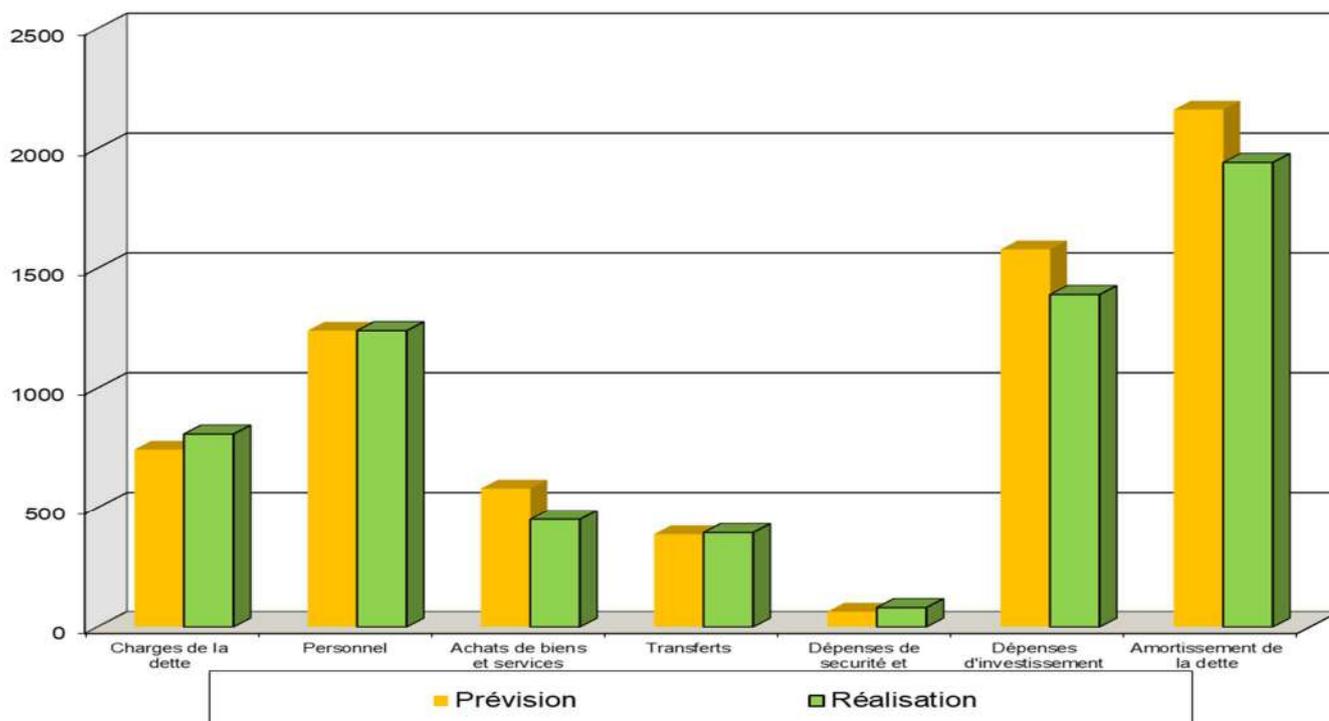
Tableau 8: Situation des dépenses à fin juin 2024

(En milliards de FCFA)

Natures de dépenses	Budget initial	Prévisions 2024 (révisées)	JUN 2024		
			Objectif	Réalisation	Taux réalisation
<b>Dépenses Budgétaires</b>	9 205,1	9 382,3	4 593,8	4 363,1	95,0%
<b>Charges de la dette publique</b>	1 320,9	1 378,7	743,7	808,6	108,7%
Dette intérieure	579,7	596,7	324,6	321,1	98,9%
Dette extérieure	741,2	782,0	419,1	487,5	116,3%
<b>Personnel</b>	2 331,7	2 341,5	1 239,9	1 239,8	100,0%
<b>Achats de biens et services (hors CNS et élections)</b>	853,7	966,4	580,8	449,6	77,4%
Abonnement	131,5	138,1	62,1	72,6	116,9%
Autres achats de biens et services	722,2	828,4	518,7	377,0	72,7%
<b>Transferts (hors CNS et élections)</b>	671,0	619,5	387,0	393,7	101,7%
Subvention au secteur électricité	21,0	58,6	0,0	20,6	
Autres transferts	650,0	560,9	387,0	373,1	96,4%
<b>Dépenses de sécurité et d'élection</b>	61,2	61,2	63,5	80,7	127,0%
<b>Dépenses d'investissement hors election (y compris FIMF)</b>	3 966,7	4 015,0	1 578,8	1 390,7	88,1%
Financement intérieur	2 625,0	2 575,2	952,1	845,8	88,8%
Financement extérieur	1 341,7	1 439,8	626,7	544,9	87,0%
Emprunts-projets	1 298,8	1 390,0	609,3	522,7	85,8%
Dons-projets	42,9	49,8	17,4	22,2	127,4%
<b>Dépenses de trésorerie</b>	3 475,4	3 933,2	2 162,2	1 941,9	89,8%
<b>Amortissement de la dette publique</b>	3 475,4	3 933,2	2 162,2	1 941,9	89,8%
Dette intérieure	1 734,4	2 177,5	1 207,3	1 120,5	92,8%
Dette extérieure	1 741,1	1 755,7	954,9	821,4	86,0%
<b>TOTAL DEPENSES</b>	12 680,6	13 315,4	6 756,0	6 305,0	93,3%

Source : DPSB

Figure 6: Etat d'exécution des dépenses à fin juin 2024



## II.2.1. Dépenses budgétaires

### II.2.1.1. Analyse globale

L'exécution des dépenses à fin juin 2024 s'est établie à 6.305 milliards de FCFA pour un objectif de 6.756 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 93,3%. Elles ont été exécutées essentiellement à travers le Système Intégré de Gestion des Opérations Budgétaire de l'Etat (**93%**). Toutefois, certaines dépenses ont été réalisées par la procédure d'avances de trésorerie (**7%**).

Les dépenses budgétaires effectuées à travers le SIGOBE s'élèvent à 6000 milliards. Elles comprennent :

- les charges financières de la dette publique (808,5 milliards de FCFA) ;
- les dépenses de personnel (1 239,8 milliards de FCFA) ;
- les dépenses d'abonnement (72,6 milliards de FCFA) ;
- les transferts (332,8 milliards de FCFA) ;
- les autres achats de biens et services (259,1 milliards de FCFA) ;
- les dépenses d'investissement (1 285,3 milliards de FCFA) ;
- les dépenses de sécurité et d'élection (53 milliards de FCFA) ;
- l'amortissement de la dette publique (1.941,9 milliards de FCFA).

Les dépenses budgétaires exécutées sous forme d'avances de trésorerie et en cours de régularisation s'élèvent à 305,3 milliards. Elles sont composées des dépenses d'investissement (98,4 milliards de FCFA), des transferts à (60,9 milliards de FCFA), des dépenses de fonctionnement (117,9 milliards de FCFA), et des dépenses de sécurité et élection (27,6 milliards de FCFA).

L'exécution globale des dépenses budgétaires par grandes natures se présente comme suit :

Les **charges financières de la dette publique** ont été réglées à hauteur de **808,6** milliards de FCFA pour une prévision de 743,7 milliards de FCFA. Le dépassement de 64,9 milliards de FCFA enregistré résulte principalement de l'émission d'Eurobond couplée à une gestion de passifs ainsi que du durcissement des conditions de marché.

Les **dépenses de personnel** ont été payées à hauteur de **1 239,8** milliards de FCFA.

Les dépenses de personnel exécutées comprennent :

- le salaire des fonctionnaires (930 milliards de FCFA) ;
- la solde de la police (62 milliards de FCFA) ;
- la solde des militaires (93,2 milliards de FCFA) ;
- les subventions d'équilibre-personnel accordées aux EPN et autres organismes (100 milliards de FCFA) ;
- les salaires du personnel des institutions (31,9 milliards de FCFA) ;
- les subventions aux charges salariales des collectivités décentralisées (3,1 milliards de FCFA) ;
- la rémunération du personnel local des ambassades, attachés de défense et autres dépenses de personnel (19,6 milliards de FCFA).

Les **dépenses d'abonnement** ont été exécutées à hauteur de **72,6** milliards de FCFA pour une prévision de **62,1** milliards de FCFA. Ces dépenses comprennent les règlements au titre des consommations d'électricité (65,5 milliards de FCFA), d'eau (3,5 milliards de FCFA) et de téléphone (3,6 milliards de FCFA).

Les **autres achats de biens et services** se sont chiffrés à **377** milliards de FCFA contre une prévision de 518,7 milliards de FCFA.

Les **transferts (hors dépenses liées au CNS et aux élections)** ont été exécutés à hauteur de **393,7** milliards de FCFA, pour une prévision de 387 milliards de FCFA. Ces dépenses incluent la subvention aux écoles privées (108 milliards de FCFA), les subventions aux EPN (53,3 milliards de FCFA), les bourses et pécules (51,3 milliards de FCFA), les subventions au secteur électricité (20,6 milliards de FCFA) et aux collectivités territoriales (16 milliards de FCFA).

Concernant les **dépenses de sécurité et d'élections**, elles sont ressorties à **80,7** milliards de FCFA contre 63,5 milliards de FCFA programmées.

Quant aux **dépenses d'investissement**, elles affichent un niveau d'exécution de **1.390,7** milliards de FCFA contre une prévision de 1.578,8 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 88,1%.

**Au titre du financement intérieur**, les dépenses d'investissements exécutées s'élèvent à 845,8 milliards, représentant 88,8% de l'objectif fixé à 952,1 milliards.

Le niveau de réalisation comprend principalement les dépenses exécutées dans le cadre de l'appui exceptionnel au Fond d'Entretien Routier (113,9 milliards de FCFA), de la Construction des Infrastructures Train Urbain d'Abidjan (80,2 milliards de FCFA), de la Construction et de l'Équipement d'Infrastructures Scolaires (10 milliards de FCFA), de la Construction, la Réhabilitation et l'Équipement des Universités (10 milliards de FCFA), de l'Aménagement de la route Kokonou Aproponou/Yamoussoukro-Bouaflé-Daloa (12,5 milliards de FCFA), de l'Acquisition des Véhicules de la Direction des Dépenses Centralisées de l'État et de la Comptabilité des Matières (11,1 milliards de FCFA), du Programme Multisectoriel d'Appui au Système National des Filets Sociaux (7,8 milliards de FCFA), du Programme d'Appui d'Urgence à la réponse à la crise COVID-19 (7,8 milliards de FCFA), du Transfert d'Équipement des structures de défense et de sécurité / CNS (7,5 milliards de FCFA), du Soutien aux Indigents CMU (5,3 milliards de FCFA), de l'appui aux projets jeunes/Phase (5,3 milliards de FCFA), de l'Appui au développement du secteur vivrier (4 milliards de FCFA), du Projet d'Aménagement de la Baie de Cocody (3,6 milliards de FCFA), du Projet d'Assainissement et de Résilience Urbaine (3,5 milliards de FCFA), de la Réalisation des VRD pour logements Sociaux (3,3 milliards de FCFA).

**Au titre du financement extérieur**, l'objectif attendu à 626,7 milliards de FCFA a été réalisé à hauteur de 544,9 milliards de FCFA correspondant à un taux d'exécution de 87%. Ce niveau d'exécution comprend 522,7 milliards d'emprunts projets et 22,2 milliards pour les dons-projets.

**Les emprunts-projets** ont enregistré un taux d'exécution de 85,8% de l'objectif fixé à 609,3 milliards de FCFA. Ce niveau d'exécution comprend :

le Programme de Production Alimentaire d'Urgence en CI (2PAU-CI) (55,8 milliards de FCFA), le Programme Multisectoriel d'Appui au Système National des Filets Sociaux (43,7 milliards de FCFA), la Construction des Infrastructures du Train Urbain d'Abidjan (36,1 milliards de FCFA), la Mise en œuvre du projet de Mobilité Urbaine d'Abidjan (19,5 milliards de FCFA), le Projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences (18,3 milliards de FCFA), le Projet d'Amélioration de la Gouvernance pour la Délivrance des Services de base aux citoyens (18 milliards de FCFA), le Projet d'Appui à la Compétitivité du Grand Abidjan (PACOGE) (15,5 milliards de FCFA), le Projet de Connectivité Inclusive et d'Infrastructures Rurales en Côte d'Ivoire (15 milliards de FCFA), de la Construction du port sec de Ferké (15 milliards de FCFA), le Projet d'Investissement Forestier (PIF2) / Eaux et Forêts (14,6 milliards de FCFA), le Projet de Développement des chaînes de valeurs vivrières (13,9 milliards de FCFA), le Projet de Cohésion Sociale des régions du Golfe de Guinée (13,6 milliards de FCFA), le Programme d'approche multiphasés de Santé, Nutrition et Développement de la Petite Enfance (13,5 milliards de FCFA), le Projet d'Assainissement et de Résilience Urbaine (12,2 milliards de FCFA), le Projet des chaînes de valeur compétitives pour l'emploi et la transformation économique (12 milliards de FCFA), l'Aménagement Hydroélectrique de Gribopoli (11,6 milliards de FCFA), le Projet d'Assainissement de la Commune de Yopougon (11,6 milliards de FCFA), le Programme de Renforcement du Système Éducatif Primaire / PRSEP-PforR (11,6 milliards de FCFA), la Construction de l'Université d'Odienné (11,3 milliards de FCFA), le Projet de résilience des systèmes Cotonniers du Nord de la Côte d'Ivoire (10,7 milliards de FCFA), le Projet Stratégique de Préparation et de Riposte à la Covid-19/AIIB-BM (10,3 milliards de FCFA), le Projet d'Aménagement de la Baie de Cocody (10 milliards de FCFA), l'Aménagement de l'autoroute Yamoussoukro- Bouaké (9 milliards de FCFA), le Projet d'Appui au Pôle Agro-industriel du Nord (8,8 milliards de FCFA),

**Concernant les dons-projets**, le niveau d'exécution s'est établi à 22,2 milliards de FCFA pour un objectif de 17,4 milliards de FCFA. Ce niveau d'exécution s'explique principalement par le retard dans le démarrage d'importants projets notamment le Projet de Renforcement de la Lutte contre le VIH/Sida (PNPEC) (30,7 milliards de FCFA annuellement prévus), le Projet d'Aménagement du CHU de Cocody pour l'Amélioration des Services de Santé Maternelle et Infantile du Grand Abidjan (10 milliards de FCFA annuellement prévus).

## II.2.1.2. Analyse spécifique

### ○ Analyse des dépenses d'investissement au regard de la capacité d'absorption

L'analyse des taux de consommation des crédits d'investissement des institutions et ministères fait ressortir que dix (10) d'entre eux affichent des taux d'exécution inférieur à 25%, quatorze (14) d'entre eux ont un taux compris entre 25% et 50% et treize (13) d'entre eux présentent des taux d'exécution supérieur à 50%.

**Tableau 9: Situation d'exécution des dépenses d'investissement (hors dépenses de sécurité et élections) par Ministères et Institutions à fin juin 2024**

INSTITUTIONS/ MINISTERES	Dotation 2024	Exécution fin juin 2024	Taux d'exécution fin juin 2024
Ministère du Tourisme et des Loisirs	501 000 000	0	0,0%
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	6 533 770 196	335 764 923	5,1%
Ministère du Commerce et de l'Industrie	9 179 869 059	853 348 031	9,3%
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	36 000 000 000	4 843 759 518	13,5%
Ministère Délégué auprès du Ministère des Transports, chargé des Affaires Maritimes	1 592 844 220	214 550 000	13,5%
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	20 867 097 097	4 442 752 303	21,3%
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	316 289 997 500	72 461 677 437	22,9%
Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité	239 171 529 578	55 262 145 800	23,1%
Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage	12 012 997 624	2 785 542 774	23,2%
Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier	427 110 402 823	104 189 462 516	24,4%
Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie	127 084 005 789	38 498 231 500	30,3%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	5 718 122 763	1 732 658 599	30,3%
Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation	13 376 921 122	4 526 600 780	33,8%
Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique	18 332 192 760	6 304 523 487	34,4%
Représentation Nationale	1 500 000 000	525 000 000	35,0%
Cour des Comptes	1 000 000 000	350 000 000	35,0%
Ministère de la Communication	616 600 000	215 810 000	35,0%
Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation	98 536 623 705	36 892 925 278	37,4%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	19 064 318 912	7 225 954 541	37,9%
Ministère des Transports	372 633 809 339	146 391 853 866	39,3%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	63 307 246 983	25 169 408 193	39,8%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	1 012 437 896	425 072 852	42,0%
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	125 129 949 419	56 893 774 658	45,5%
Cour de Cassation	250 000 000	117 740 000	47,1%
Ministère délégué auprès du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, chargé des Sports et du Cadre de Vie	3 686 850 400	1 852 947 027	50,3%
Primature et Services Rattachés (Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Ministre des Sports et du Cadre de Vie)	32 703 883 048	18 058 784 067	55,2%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	53 348 558 875	29 534 718 497	55,4%
Ministère des Eaux et Forêts	35 695 269 693	19 831 837 981	55,6%
Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	1 957 000 000	1 118 524 758	57,2%
Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	8 210 688 180	4 703 334 960	57,3%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	13 929 826 499	8 264 257 525	59,3%
Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières	207 062 524 619	139 653 712 896	67,4%
Ministère de l'Economie, du Plan et du Développement	21 330 961 362	15 285 939 353	71,7%
Ministère des Finances et du Budget (hors dépenses communes)	295 352 120 596	221 979 955 018	75,2%
Ministère du Patrimoine, du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques	6 090 769 957	4 652 246 455	76,4%
Présidence de la République	88 793 474 281	79 008 316 042	89,0%
Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	58 252 022 051	55 804 239 252	95,8%
<b>Total hors dépenses communes et comptes spéciaux</b>	<b>2 743 235 686 346</b>	<b>1 170 407 370 887</b>	<b>42,7%</b>
Dépenses communes	1 067 315 218 024	101 450 646 720	9,5%
Compte spéciaux	260 380 696 811	118 844 375 406	45,6%
<b>Total Général</b>	<b>4 070 931 601 181</b>	<b>1 390 702 393 013</b>	<b>34,2%</b>

Source : DPSB

○ **Analyse des dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales**

Les dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales ainsi que les dépenses sociales spécifiques, elles se sont établies respectivement à 1.661,2 milliards de FCFA et à 491,6 milliards de FCFA à fin juin 2024, au-dessus des objectifs planchers respectifs de 1.654,6 milliards de FCFA et de 462,9 milliards de FCFA.

**Tableau 10: Situation d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin juin 2024**

DOMAINES	2 023	2024		
	Exécution à fin décembre	Objectif annuel	Objectif fin Juin	Exécution à fin JUIN
<b>01 Agriculture et développement rural</b>	<b>124 251 981 381</b>	<b>97 523 465 904</b>	<b>44 558 047 686</b>	<b>63 493 780 219</b>
01.0 Administration générale	22 550 002 619	15 258 608 552	8 880 253 224	8 931 820 069
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	39 970 795 874	23 451 152 566	11 302 661 862	16 619 128 563
01.2 Formation et encadrement	43 223 946 717	39 654 982 433	16 410 204 472	28 819 065 352
01.3 Aménagement hydro-agricole	8 357 060 736	8 729 002 353	3 927 020 160	4 143 766 235
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR, FIMR)	10 150 175 435	10 429 720 000	4 037 907 969	4 980 000 000
<b>02 Ressources Halieutiques et Production Animale</b>	<b>14 855 893 411</b>	<b>16 211 410 372</b>	<b>8 979 057 749</b>	<b>7 720 233 213</b>
02.0 Administration générale / formation et encadrement	9 720 373 079	10 114 794 011	4 997 742 511	5 083 842 508
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	1 534 846 408	2 268 779 948	1 340 496 347	803 028 270
02.2 Pêche et aquaculture	3 600 673 924	3 827 836 413	2 640 818 892	1 833 362 435
<b>03 Education</b>	<b>1 646 020 066 916</b>	<b>1 646 160 941 037</b>	<b>910 468 449 277</b>	<b>863 618 831 419</b>
03.0 Administration générale	93 125 757 853	99 940 181 710	54 085 774 492	48 461 201 649
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	671 216 696 823	691 916 534 288	340 037 083 804	351 019 000 982
03.2 Alphabétisation	246 866 309	655 200 000	340 708 164	40 824 683
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	615 919 338 737	591 616 945 963	330 686 565 340	292 670 094 930
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	265 511 407 194	262 032 079 076	185 318 317 477	171 427 709 175
<b>04 Santé</b>	<b>672 431 154 169</b>	<b>626 950 406 967</b>	<b>253 130 128 725</b>	<b>254 313 499 827</b>
04.00 Administration générale santé	266 231 288 137	299 935 987 945	134 870 004 621	158 205 017 602
04.01 Système de santé primaire	177 747 335 646	190 104 908 496	44 415 827 881	43 671 873 219
04.02 Soins de santé préventive (programme élargi de vaccination)	5 347 097 729	2 100 000 000	1 084 071 431	592 319 792
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	110 503 518 876	49 139 731 006	38 047 219 828	15 507 554 442
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	17 523 981 950	23 483 048 378	4 290 071 059	8 019 621 265
04.05 VIH/SIDA	40 692 981 382	6 772 962 201	3 095 265 453	325 637 448
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	54 384 950 449	55 413 768 941	27 327 668 452	27 991 476 060
			0	
<b>05 Eau et Assainissement</b>	<b>219 336 972 075</b>	<b>203 681 074 558</b>	<b>74 544 354 742</b>	<b>67 235 562 566</b>
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	102 674 520 009	106 937 790 530	52 499 168 995	17 678 330 462
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	116 662 452 066	96 743 284 028	22 045 185 747	49 557 232 104
<b>06 Energie</b>	<b>171 950 000 000</b>	<b>121 853 745 247</b>	<b>82 948 008 244</b>	<b>38 103 195 528</b>
06.1 Accès à l'électricité	171 950 000 000	121 853 745 247	82 948 008 244	38 103 195 528
<b>07 Routes et ouvrages d'art</b>	<b>333 027 657 586</b>	<b>420 277 850 427</b>	<b>168 053 300 749</b>	<b>208 666 632 511</b>
07.1 Entretien pistes rurales	16 292 000 000	21 958 465 989	7 205 702 001	12 870 630 654
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	156 285 715 216	136 873 320 155	44 329 910 994	97 791 701 860
07.3 Autres travaux routiers	160 449 942 370	261 446 064 283	116 517 687 754	98 004 299 997
<b>08 Affaires Sociales</b>	<b>102 702 653 855</b>	<b>88 390 321 144</b>	<b>39 274 082 121</b>	<b>62 270 502 571</b>
08.0 Administration générale	14 914 737 564	17 348 574 311	8 955 758 945	10 745 236 061
08.1 Formations destinées aux femmes	2 234 215 448	4 032 130 061	1 748 756 751	682 606 913
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	27 826 000 000	27 155 557 711	14 356 860 811	11 437 575 057
08.3 Formation au personnel d'appui	1 669 700 843	1 577 369 716	876 781 922	627 570 521
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	56 058 000 000	38 276 689 345	13 335 923 692	38 777 514 019
<b>09 Décentralisation</b>	<b>139 080 000 000</b>	<b>134 313 815 653</b>	<b>56 931 819 325</b>	<b>57 508 896 687</b>
09.1 Décentralisation	139 080 000 000	134 313 815 653	56 931 819 325	57 508 896 687
<b>10 Reconstructions et réhabilitations</b>	<b>10 998 125 953</b>	<b>5 494 192 840</b>	<b>4 276 003 162</b>	<b>3 363 332 131</b>
10.1 Reconstruction et réhabilitation	1 084 772 265	1 400 000 000	1 096 881 406	0
10.2 Habitat et logement sociaux	9 913 353 688	4 094 192 840	3 179 121 755	3 363 332 131
<b>11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté</b>	<b>62 777 761 970</b>	<b>43 931 881 950</b>	<b>11 449 579 183</b>	<b>34 876 991 014</b>
11.1 Promotion et insertion des jeunes	55 464 000 000	40 910 175 901	8 918 464 949	33 000 602 862
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	7 313 761 970	3 021 706 049	2 531 114 234	1 876 388 152
<b>TOTAL</b>	<b>3 497 432 267 316</b>	<b>3 404 789 106 099</b>	<b>1 654 612 830 963</b>	<b>1 661 171 457 686</b>

Source : DPSB

○ **Analyse des dépenses sociales spécifiques**

les dépenses sociales spécifiques, se sont établies à 491,6 milliards de FCFA à fin juin 2024, au-dessus des objectifs planchers de 462,9 milliards de FCFA.

**Tableau 11: dépenses sociales spécifiques sur financement Etat à fin juin 2024**

ACTIVITES	Objectif annuel 2024	Objectif 2ème Trimestre 2024	Total Exécution fin Juin 2024
<b>PROTECTION SOCIALE</b>	<b>29 378 108 186</b>	<b>8 862 046 365</b>	<b>16 541 988 252</b>
Programme multisectoriel d'appui au système national des filets sociaux	8 000 000 000	2 400 000 000	7 843 480 801
Programme régional pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique dans le sahel	378 108 186	162 046 365	538 507 451
Soutien aux indigents pour l'accès à la CMU	13 200 000 000	3 960 000 000	5 280 000 000
Appui à l'opérationnalisation de la CMU	7 800 000 000	2 340 000 000	2 880 000 000
78109000095 Couverture Maladie Universelle	3 000 000 000	900 000 000	1 200 000 000
78074000641 Prendre en charge les primes des agents d'accueil/CMU	4 800 000 000	1 440 000 000	1 680 000 000
<b>SANTE</b>	<b>280 088 436 952</b>	<b>128 434 316 240</b>	<b>138 491 295 595</b>
Personnel santé fonctionnaire	237 412 933 391	114 957 841 431	126 699 220 583
Renforcer les capacités d'intervention des CHR	1 057 795 822	334 040 786	131 689 100
Renforcer les capacités d'intervention des HG	2 393 809 970	755 939 990	297 394 938
Renforcer les capacités d'intervention des CSU et CSR	3 233 278 428	1 021 035 293	302 978 944
Renforcer les capacités d'intervention des CHU	6 546 933 992	2 067 452 840	2 641 288 313
Gratuité des soins ciblée (paludisme, accouchement, césarienne, etc.) et évacuation sanitaire	9 975 000 000	3 150 000 000	1 675 547 217
Structures sanitaires spécialisées (SAMU, CNTS, CNOR, ICA, CNPTIR, etc.)	14 677 500 000	4 635 000 000	6 021 500 000
Approvisionnement en médicaments	4 791 185 350	1 513 005 900	721 676 500
<b>EDUCATION</b>	<b>679 445 591 086</b>	<b>323 474 326 318</b>	<b>333 342 837 132</b>
Gestion des écoles préscolaires, primaires et secondaires (COGES)	17 497 508 681	5 525 529 057	9 209 215 095
Education primaire et préscolaire	628 377 887 474	303 561 570 862	323 803 667 071
Programme de cantines scolaires	2 287 385 800	980 308 200	159 448 075
Acquisition et distribution de kits et manuels scolaires et maquettes pédagogiques	3 850 000 000	1 650 000 000	3 499 964 695
Appui à la prise en charge des frais de scolarité dans les écoles primaires privés Laïcs et confessionnelles	6 544 645 100	2 804 847 900	14 960 000
Personnel préscolaire et primaire fonctionnaire	615 695 856 574	298 126 414 762	320 129 294 301
Enseignement technique et formation professionnelle	33 570 194 931	14 387 226 399	329 954 966
Mise en oeuvre de l'Ecole de la Seconde Chance	2 100 000 000	900 000 000	15 000 000
Prise en charge des frais de scolarité des élèves affectés dans les établissements du secondaire technique privé	5 640 285 000	2 417 265 000	0
Appui au fonctionnement de l'AGEFOP et de l'IPNEPT	629 909 931	269 961 399	314 954 966
Appui à la formation professionnelle à travers le FDFP	25 200 000 000	10 800 000 000	0
<b>EMPLOI DES JEUNES</b>	<b>4 992 611 232</b>	<b>2 139 690 528</b>	<b>3 213 557 746</b>
Programme Emploi Jeunes	4 072 361 213	1 745 297 663	2 327 063 550
Projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences	441 980 000	189 420 000	607 284 087
Promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	231 000 000	99 000 000	155 575 099
Appui au fonctionnement de l'Agence Emploi Jeune	247 270 020	105 972 866	123 635 010
<b>TOTAL</b>	<b>993 904 747 456</b>	<b>462 910 379 452</b>	<b>491 589 678 725</b>

Source : DPSB

## II.2.2. Dépenses de trésorerie

Les charges de trésorerie, qui concernent le remboursement du capital au titre de la dette publique, se sont établies à 1.941,9 milliards FCFA pour une prévision de 2.162,2 milliards de FCFA, soit une baisse de 220,3 milliards de FCFA.

## II.2.3. Réalisation des critères de performance et des repères indicatifs du programme économique et financier

Le Programme Economique et Financier (PEF) se définit comme un contrat ou une convention d'accompagnement dans la mise en œuvre de la politique économique. Le PEF comprend une lettre d'intention adressée au Directeur général du FMI, un mémorandum de Politiques économiques et financières qui précise les politiques à mettre en

œuvre, un protocole d'accord technique qui définit les critères d'évaluation nommés indicateurs quantitatifs (critères de performance et repères indicatifs) et un tableau de repères structurels.

Les critères de performance et les repères indicatifs du programme économique et financier à fin juin 2024 sont tous respectés comme l'indique le tableau ci-dessous

**Tableau 12: Evolution des repères quantitatifs budgétaires du programme Economique et Financier**

En milliards FCFA, sauf indications contraires	Juin 2024 Réal (2)	Juin 2024 Rev (3)	Ecart (2)-(3)	Commentaires Juin 2024
<b>CRITERES DE PERFORMANCE</b>				
Plancher sur le solde budgétaire global (dons compris)	-962,8	-1 085	122	Respecté
Plafond pour le financement intérieur net (y/c les titres UEMOA)	-61,1	594	-655	Respecté
Plafond pour la valeur actuelle de nouvelles dettes extérieures contractées par l'administration centrale (millions USD)	3 894,9	4 422	-527	Respecté
Plafond zéro pour l'accumulation de nouveaux arriérés extérieurs pour l'administration centrale	0,0	0	0	Respecté
Plafond zéro pour l'accumulation de nouveaux arriérés intérieurs pour l'administration centrale	0,0	0	0	Respecté
Plancher pour les recettes fiscales de l'Etat	3 559	3 538	21	Respecté
<b>REPERES INDICATIFS</b>				
Plafond pour les dépenses exécutées par procédure d'avances de trésorerie	144,2	192	-48	Respecté
Plancher pour les dépenses spécifiques	491,6	463	29	Respecté
Plancher pour la réduction nette du stock des "exigibles"	-42,6	-41	-2	Respecté
Plancher sur le solde primaire de base	179,6	86	94	Respecté

Source : MEF

#### I.2.4. Analyse de la dette publique

L'analyse de la dette publique porte sur le service de la dette publique et sur l'encours de la dette publique.

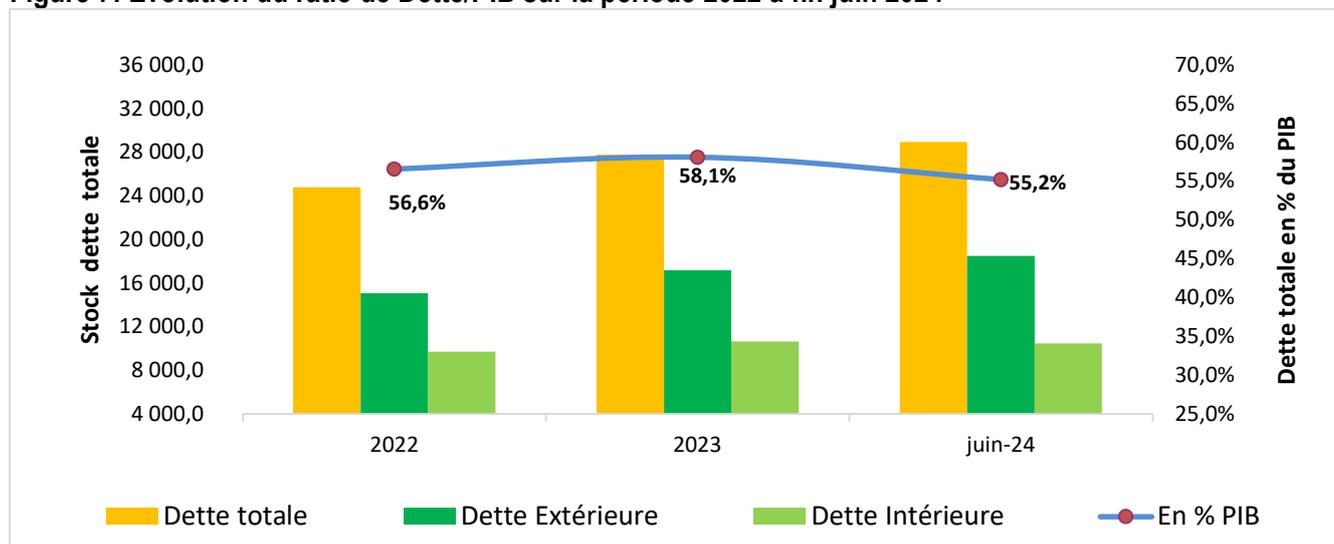
##### ➤ Le service de la dette publique

A fin juin 2024, le service de la dette publique exécuté ressort à 2 750,5 milliards de FCFA contre 1 779,2 milliards de FCFA à la période correspondante en 2023. Ce service comprend 1 441,6 milliards de FCFA de dette intérieure contre 976,8 milliards de FCFA en 2023 et 1 308,9 milliards de FCFA de dette extérieure contre 802,4 milliards de FCFA en 2023.

##### ➤ L'encours de la dette publique

L'encours provisoire de la dette publique à fin juin 2024 ressort à 28 944,7 milliards et représente 55,2% du PIB. Cet encours comprend 10 463,8 milliards de dette intérieure et 18 480,9 milliards de dette extérieure. Le stock C2D à cette même période s'établit à 248,7 milliards.

**Figure 7: Evolution du ratio de Dette/PIB sur la période 2022 à fin juin 2024**



### 3ème PARTIE : PERSPECTIVES A FIN DECEMBRE 2024

L'économie ivoirienne bénéficie de la stabilité socio-politique et devrait se situer à 7,2 % en 2024 avec la poursuite de la mise en œuvre du PND 2021-2025, qui s'est matérialisée par des réformes nécessaires à l'accompagnement efficace de l'économie et la continuité dans la politique volontariste d'investissement dans les secteurs moteurs de croissance.

Le Fonds Monétaire International (FMI) accompagne la Cote d'Ivoire résolument vers l'atteinte de ses objectifs de développement avec le nouveau programme économique et financier sur la période 2023-2026. A cet effet, en février et mars 2024, une mission d'évaluation a permis de réviser les prévisions de l'année 2024.

Le solde budgétaire initialement prévu ressortirait à **2.120,6 milliards de FCFA soit 4% du PIB** comme convenu avec le FMI à la mission d'évaluation de février mars 2024.

#### III.1. Les prévisions de croissance économique

Les prévisions de l'année 2024 sont fondées sur les hypothèses suivantes :

- ✓ la bonne exécution du PND 2021-2025 ;
- ✓ la poursuite de la reprise graduelle des activités économiques mondiale et intérieure ;
- ✓ la fin des perturbations des circuits d'approvisionnement et un meilleur accès aux débouchés ;
- ✓ la densification des politiques d'attractivité et d'accroissement des investissements directs étrangers ;
- ✓ la mitigation des problèmes sécuritaires aux frontières nord du Pays ;
- ✓ le renforcement du cadre de financement des PME et PMI ;
- ✓ l'affermissement de la trésorerie de l'Etat.

Les principaux agrégats macro-économiques sont résumés dans le tableau ci-après :

**Tableau 13: Evolution des principaux agrégats macro-économiques**

AGREGATS	Variation (en%)		
	Initiale	Révisée	Ecart
<b>PIB (Variation en volume)</b>	<b>7</b>	<b>7,2</b>	<b>0,2</b>
Secteur primaire	7,2	8,3	1,1
Secteur secondaire	9,0	6,6	-2,4
Secteur tertiaire	7,1	7,3	0,2
Secteur non marchand	3,0	5,4	2,4
Droits et taxes	8,1	8,3	0,2
<b>IHPC</b>	<b>4,1</b>	<b>3,4</b>	<b>-0,4</b>
<b>TERMES DE L'ECHANGE DES BIENS</b>	<b>1.1</b>	<b>11,5</b>	<b>10,5</b>

Source : MEPD/DGE-Cadrage macroéconomique actualisé

## III.2. Evolution des ressources et des dépenses du budget à fin 2024

### Au titre des ressources

Initialement attendues à 6.829,5 milliards de FCFA, les **ressources budgétaires** devraient s'établir à **6.856 milliards de FCFA**.

Elles se décomposent comme suit :

- 6.464 milliards de FCFA de recettes fiscales (y/c FER) ;
- 137,1 milliards de FCFA de recettes non fiscales (y/c FIMR) ;
- 205,1 milliards de FCFA de dons.

**Les ressources de trésorerie** ressortiraient quant à elles à **6.459,4 milliards de FCFA** contre 5.851,1 milliards de FCFA initialement programmés.

Ce montant inclurait 10,3 milliards de FCFA de privatisation et ventes d'actifs, 36,8 milliards de FCFA de produits de transferts aux entreprises, 3.910,2 milliards de FCFA d'emprunt sur le marché monétaire et financier, 1 112,1 milliards de FCFA au titre des emprunts programmes et 1 390 milliards de FCFA au titre des emprunts projets.

**Les recettes des comptes spéciaux du Trésor** hors FER et FIMR, devraient ressortir à 985,2 milliards de FCFA, contre 1 040,1,1 milliards de FCFA initialement prévus.

### Au titre des dépenses

Les **dépenses budgétaires** devraient s'établir à **9.382,3 milliards de FCFA** à fin décembre 2024 contre 9.205,1 milliards de FCFA initialement prévues.

Le niveau projeté des dépenses budgétaires à fin 2024 se décompose comme suit :

- 1.378,7 milliards de FCFA prévus de charges financières de la dette publique ;
- 2.341,5 milliards de FCFA de charges de personnel ;
- 966,4 milliards de FCFA consacrés à l'acquisition des biens et services ;
- 619,5 milliards de FCFA prévus pour les dépenses en transferts ;
- 61 milliards de FCFA au titre des dépenses de sécurité et d'élections ;
- 3.634,7 milliards de FCFA consacrés aux dépenses d'investissement.

Les **charges de trésorerie** se situeraient à **3.933,2 milliards de FCFA** contre 3.475,4 milliards de FCFA initialement prévues. Elles sont essentiellement composées de l'amortissement de la dette publique qui comprend 2.177,5 milliards de FCFA de dette intérieure et 1.755,7 milliards de FCFA de dette extérieure.

Quant aux dépenses des comptes spéciaux du Trésor (hors FER et FIMR), elles devraient ressortir à 985,2 milliards de FCFA contre 1 040,1,1 milliards de FCFA initialement prévus.

### Estimation du niveau de déficit budgétaire attendu à fin 2024

Le déficit budgétaire au regard de l'évolution des prévisions de recouvrement des ressources et d'exécution des dépenses du budget, devrait ressortir à **2.120,6 milliards de FCFA** comme convenu avec le FMI à la mission d'évaluation de février mars 2024.

## CONCLUSION

L'activité économique nationale en 2024, connaîtrait une augmentation avec un taux de croissance de 7,2% du PIB contre 6,3% en 2023, grâce à la poursuite de la mise en œuvre du PND 2021-2025 matérialisée par des investissements massifs dans les infrastructures et l'application de différentes mesures sociales visant à améliorer les conditions de vie de la population.

L'exécution du budget de l'Etat quant à elle, au terme du premier semestre 2024 montre un niveau de mobilisation relativement satisfaisant des ressources par rapport aux prévisions et une maîtrise continue des dépenses qui ont été maintenues dans les limites prévues.

Ce niveau de réalisation a permis le respect des principaux objectifs budgétaires à fin juin 2024 du programme économique et financier, notamment le solde budgétaire et le niveau de recouvrement des recettes fiscales.

Pour garantir l'atteinte des objectifs du programme économique et financier conclu avec le FMI, les efforts d'accroissement du recouvrement des ressources, d'amélioration de la capacité d'absorption des crédits d'investissement et de consolidation de la maîtrise des charges de fonctionnement se poursuivront au cours du deuxième semestre 2024.

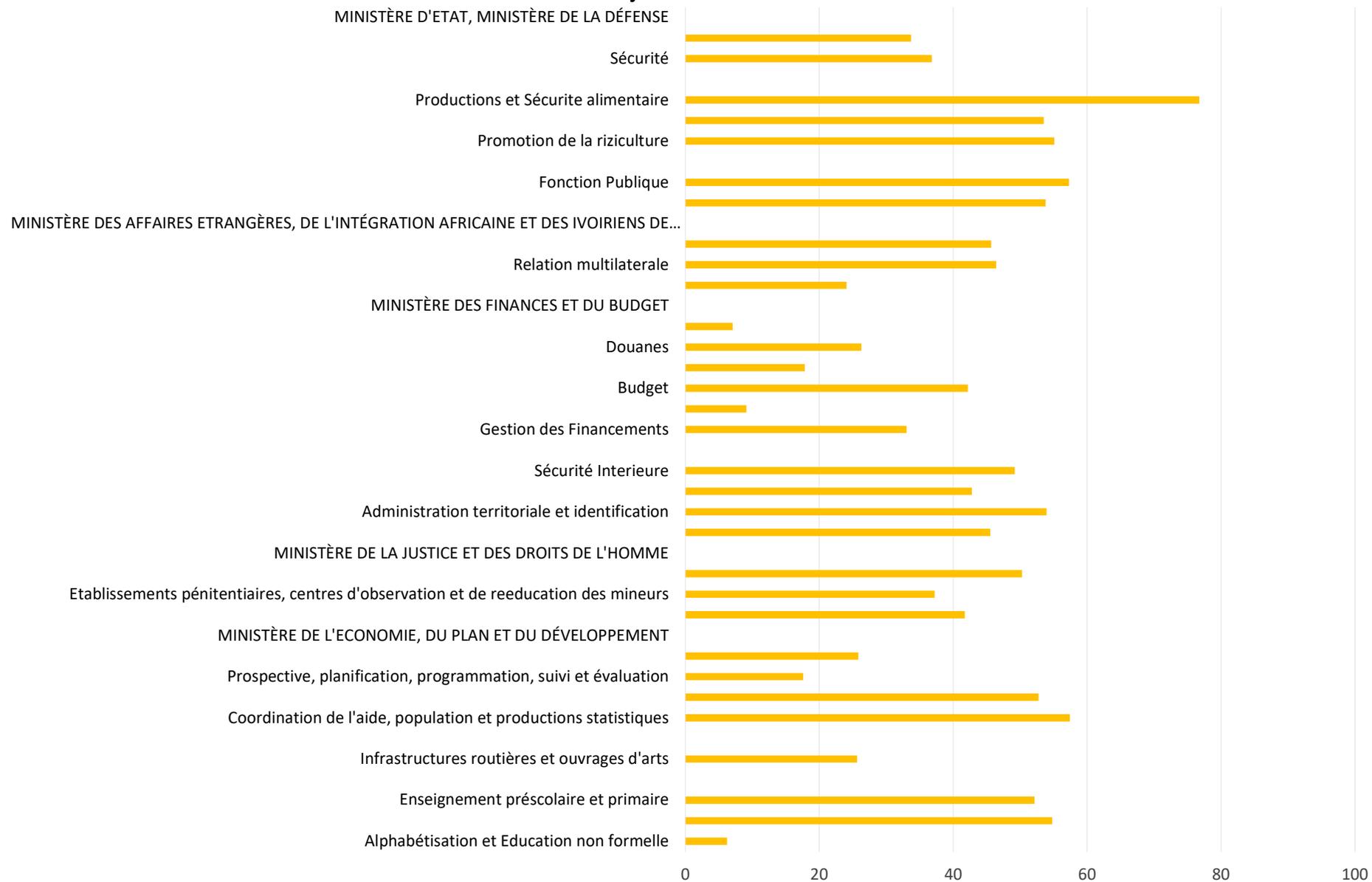
**ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE**  
**(Etat de réalisation à fin juin 2024 et perspectives 2024)**

(en milliards de FCFA)

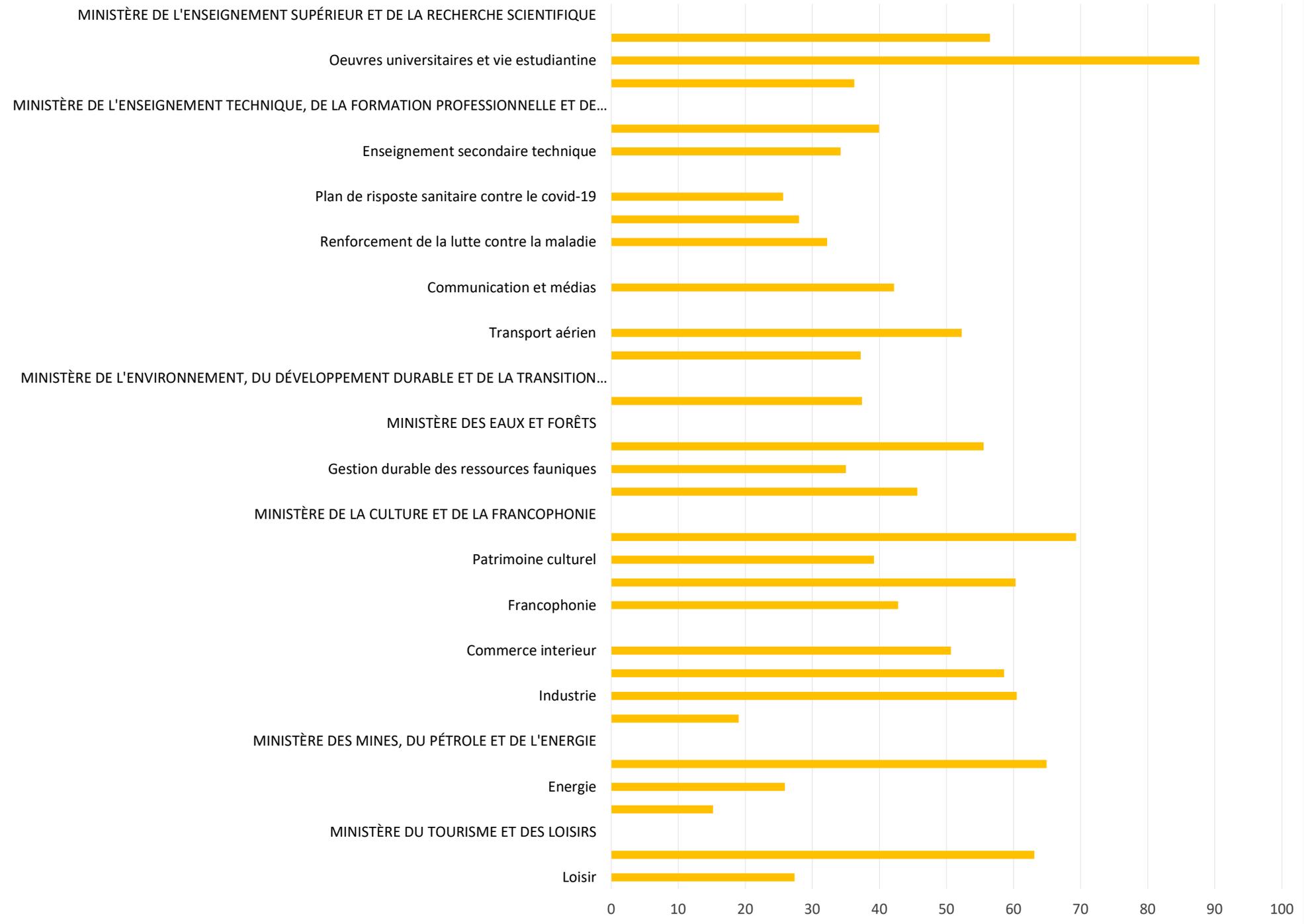
RESSOURCES	Fin juin 2024				DEPENSES	Fin juin 2024			
	Budget initial	Prévisions révisées	Objectifs (hors comptes spéciaux)	Réalisations (hors comptes spéciaux)		Budget initial	Prévisions révisées	Objectifs (hors comptes spéciaux)	Réalisations (hors comptes spéciaux)
<b>RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES</b>									
<b>RECETTES FISCALES</b> (y/c FER)	<b>6 440,8</b>	<b>6 464,0</b>	<b>3 147,1</b>	<b>2 997,5</b>	<b>CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE</b>	<b>1 320,9</b>	<b>1 378,7</b>	<b>743,7</b>	<b>808,6</b>
- DGI	3 770,0	3 954,1	1 896,7	1 826,8	Dettes intérieure	579,7	596,7	324,6	321,1
- TRESOR	12,9	12,9	6,2	6,9	Dettes extérieure	741,2	782,0	419,1	487,5
- DGD (hors PCS, PCC et SGS)	2 657,9	2 497,0	1 244,3	1 163,8	<b>PERSONNEL</b>	<b>2 331,7</b>	<b>2 341,5</b>	<b>1 239,9</b>	<b>1 239,8</b>
<b>RECETTES NON FISCALES</b> (y/c FIMR)	<b>140,8</b>	<b>137,1</b>	<b>55,7</b>	<b>75,6</b>	<b>ACHAT DE BIENS ET SERVICES</b> (hors CNS et élections)	<b>853,7</b>	<b>966,4</b>	<b>580,8</b>	<b>449,6</b>
Recettes non fiscales Trésor	78,0	78,0	32,2	50,4	Abonnement	131,5	138,1	62,1	72,6
Revenus du domaine DGI	52,3	48,5	20,7	19,2	Autres achats de biens et services	722,2	828,4	518,7	377,0
Bonus de signature secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,8	<b>TRANSFERTS</b> (hors Covid-19, CNS et élections)	<b>671,0</b>	<b>619,5</b>	<b>387,0</b>	<b>393,7</b>
Licences de télécommunication	0,0	0,2	0,2	0,3	Subvention au secteur électricité	21,0	58,6	0,0	20,6
Fonds d'investissement en milieu rural	10,4	10,4	2,6	5,0	Autres transferts	650,0	560,9	387,0	373,1
Autres recettes non fiscales		0,0	0,0	0,0	<b>DEPENSES DE SECURITE (CNS) ET D'ELECTIONS</b>	<b>61,2</b>	<b>61,2</b>	<b>63,5</b>	<b>80,7</b>
<b>Dons programmes</b>	<b>205,0</b>	<b>205,1</b>	<b>105,2</b>	<b>99,9</b>	Sur financement intérieur	61,2	61,2	63,5	80,7
AFD (C2D)	199,7	199,8	99,9	99,9	<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>3 966,7</b>	<b>4 015,0</b>	<b>1 578,8</b>	<b>1 390,7</b>
UE	5,3	5,3	5,3	0,0	- Trésor (y/c FIMR et FER)	<b>2 625,0</b>	<b>2 575,2</b>	<b>952,1</b>	<b>845,8</b>
<b>Dons projets</b>	<b>42,9</b>	<b>49,8</b>	<b>17,4</b>	<b>22,2</b>	Projets C2D et PCD	199,8	199,7	49,9	31,2
					Investissement FIMR	10,4	10,4	2,6	5,0
					Fonds d'Entretien Routier	264,4	253,8	113,8	121,1
					Autres investissements	2 150,5	2 111,2	785,8	688,5
					- Financement extérieur des projets	<b>1 341,7</b>	<b>1 439,8</b>	<b>626,7</b>	<b>544,9</b>
					Emprunts-projets	1 298,8	1 390,0	609,3	522,7
					Dons-projets	42,9	49,8	17,4	22,2
<b>TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES</b>	<b>6 829,5</b>	<b>6 856,0</b>	<b>3 325,4</b>	<b>3 195,1</b>	<b>TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES</b>	<b>9 205,1</b>	<b>9 382,3</b>	<b>4 593,8</b>	<b>4 363,1</b>
<b>RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE</b>									
<b>Privatisation et ventes d'actifs</b>	<b>1,0</b>	<b>10,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,3</b>	<b>Amortissement de la dette publique</b>	<b>3 475,4</b>	<b>3 933,2</b>	<b>2 162,2</b>	<b>1 941,9</b>
<b>Transfert des entreprises/dette rétrocédée</b>	<b>36,8</b>	<b>36,8</b>	<b>14,1</b>	<b>4,9</b>	Dettes intérieure	1 734,4	2 177,5	1 207,3	1 120,5
<b>Emprunts sur marchés monétaire et financier</b>	<b>3 447,7</b>	<b>3 910,2</b>	<b>2 286,2</b>	<b>2 004,8</b>	Dettes extérieure	1 741,1	1 755,7	954,9	821,4
Emprunts obligataires			518,4	98,2					
Bons et obligations du Trésor			971,1	803,9					
Eurobonds	575,4	796,7	796,7	1 102,7					
<b>Emprunts programmes</b>	<b>1 066,8</b>	<b>1 112,1</b>	<b>337,4</b>	<b>364,1</b>					
FMI (y compris FRD)	751,0	847,3	300,5	348,9					
Banque Mondiale	246,8	121,7	0,0	0,0					
Banque Africaine de Développement		74,1	36,9	0,0					
AFD (Autre appui budgétaire)	49,3	49,3	0,0	0,0					
Allemagne	19,7	19,7	0,0	0,0					
JICA		0,0	0,0	15,2					
Autres(FRD)									
<b>Emprunts-projets</b>	<b>1 298,8</b>	<b>1 390,0</b>	<b>609,3</b>	<b>522,7</b>					
<b>TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE</b>	<b>5 851,1</b>	<b>6 459,4</b>	<b>3 247,0</b>	<b>2 896,8</b>	<b>TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE</b>	<b>3 475,4</b>	<b>3 933,2</b>	<b>2 162,2</b>	<b>1 941,9</b>
<b>RECETTES DES CST</b>	<b>1 040,1</b>	<b>985,2</b>			<b>DEPENSES DES CST</b>	<b>1040,1</b>	<b>985,2</b>		
<b>TOTAL GENERAL DES RESSOURCES</b>	<b>13 720,7</b>	<b>14 300,7</b>	<b>6 572,4</b>	<b>6 091,9</b>	<b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES</b>	<b>13720,7</b>	<b>14300,7</b>	<b>6756,0</b>	<b>6305,0</b>

Source : DGBF

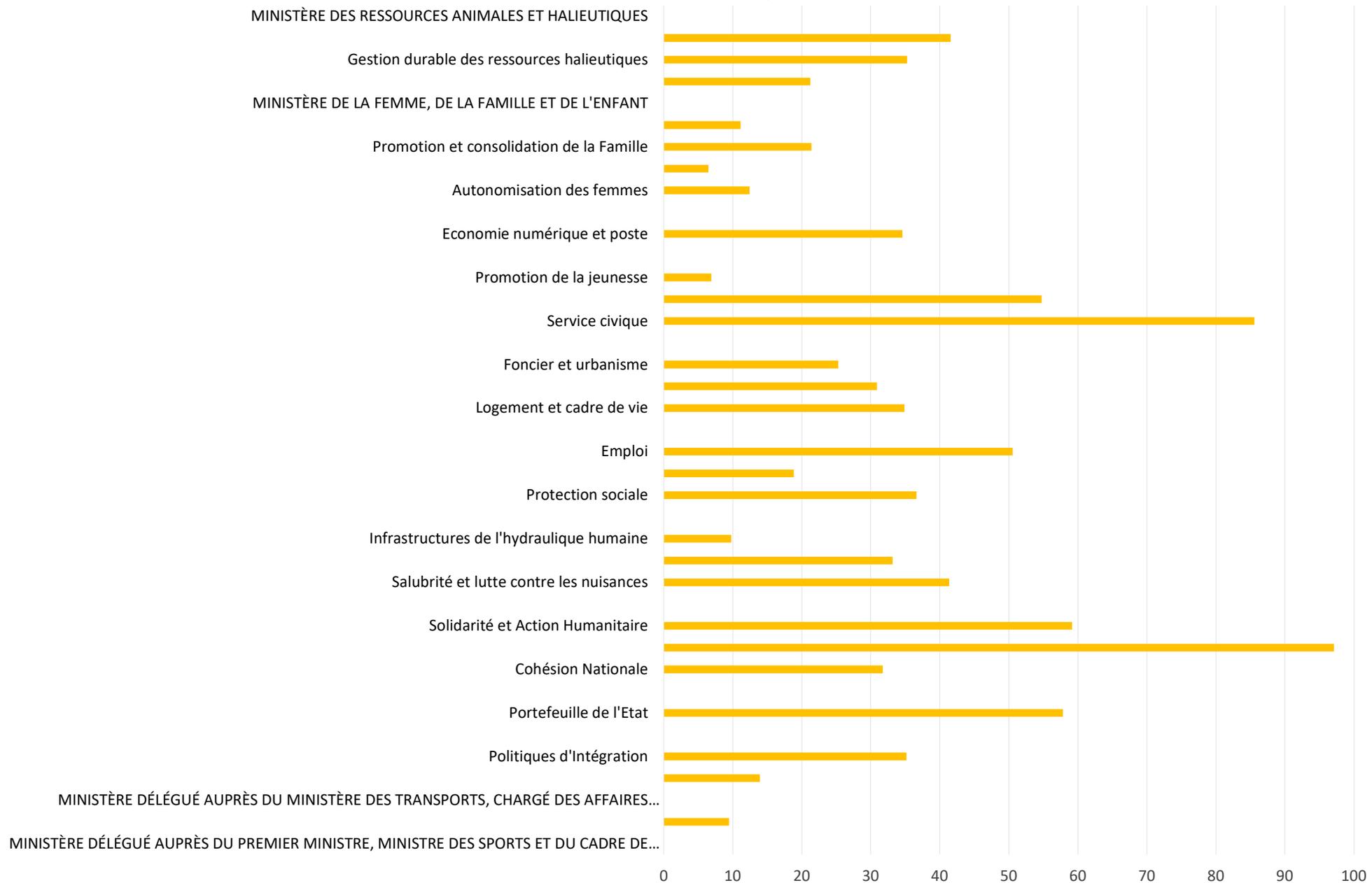
### Annexe : Analyse de l'exécution budgétaire des programmes par Ministère hors avancés, CST et Administration Générale au 30 juin 2024



### Annexe 2 (suite) : Analyse de l'exécution budgétaire des programmes par Ministère hors avances, CST et Administration Générale au 30 juin 2024



**Annexe 2 (suite) : Analyse de l'exécution budgétaire des programmes par Ministère hors avancés, CST et Administration  
Générale au 30 juin 2024**



### Annexe 3 : Analyse de l'exécution budgétaire par Ministère hors avances, CST et Administration Générale à fin juin 2024

